BIBLIOTHEQUE FNSP
1 266 859

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Présenté à Monsieur R. J. Dézy.

Concours de l'année
1897.

M. 20

La Banque d'Etat russe.
son histoire.

son organisation
et
ses opérations.
Ses projets de réforme.

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Thèse présentée
par
A. Nussinoff

Plan.

1ère partie

Historique du papier-monnaie russe jusqu'à nos jours et du cours forcé en Russie:

a) Monnaie de cuivre
b) Assignats
c) Billets de crédit

2ième partie

Projets concernant le rétablissement du cours du rouble:

a) considérations générales
b) Projet Lamanskii 1861.
c) Projet Wagner 1867-1868.
d) Projet Kaufmann 1874.
e) Projet Bunge 1878.
f) Conclusions.

3ième partie

La Banque d'Etat, son organisation, son fonctionnement et ses opérations:

a) l'organisation de la Banque
b) technique de l'émission du papier en Russie
c) l'administration de la Banque d'Etat.
d) administration des opérations.
e) les délégués du Conseil
f) le gouverneur de la Banque, les directeurs

II.

g) le Comité d'escompte et de prêt.

4ième partie

Réformes à faire:

a) les dépots.

b) prêts sur propriétés immobilières.

d) prêts sur la propriété mobilière.

e) prêts sur marchandises.

f). opérations d'escompte.

g) Résumé.

5ième partie

Mesures adoptées pour préparer la reprise des paiements en espèces.

a) loi du Janvier 1893.

b) " " Mars "

c) " " Juin "

d) " " Mai 1895.

e) " " Novembre "

f) " " 17 Juillet "

f) " " 1 Janvier 1896.

6ième partie

Annexe:

a) tableau des émissions des papiers-monnaie en Russie

b) " des déficits occasionés par la dépréciation du rouble.

c) " des oscillations du cours du rouble

d) Institutions avant la création de la Banque.

e) situation de la Dette Impériale en 1860 et des autres Banque

f) les statuts de 1860.

g) réglements concernant les opérations de la Banque

h) situation financière.

i) recettes et dépenses du Trésor et dettes d'Etat russe.

Bibliographie.

Ouvrages consultés

0. Annuaire de statistique russe 1894-95.

2. Extraits des documents officiels sur les finances de la Russie. Paris. Imp. Chaix, publiés par Hostlier 16e

3. Les finances de la Russie. Budgets, dettes publiques, chemins de fer, commerce extérieur, production de l'or. Imp. Chaix 1892.

4. R. G. Levy. Les finances russes. Annales de Pol. 1895.

5. Levy-Beaulieu - Traité des finances. - Du crédit public.

6. Vogez. Le rouble, ses fluctuations. Lille 1890.

7. A. Raffalovich. Les finances de la Russie depuis la dernière guerre d'Orient (1878-1881).

Ouvrages allemands.

1. Brockhaus. Conversationslexikon. Artikel. "Banken".

2. Brückner. Finanzgeschichtliche Studien. Kupfergeld Krisen 1861.

3. H. Mayer. Münzwesen Russlands 1893.

4. Falk. Russische Wirtschafts u. Finanzfragen Revue. Riga 89.

5. Wagner. Die russische papierwährung 1893.

Ouvrages russes.

1. Bunge. Очередныя и Банковое - Banque de crédit. 1873.

2. Bunge. Мысли Канкрина о бумажныхъ деньгахъ. Русскій Вѣстникъ 1864. - Pensées de Kancrine sur papier-mon.

3. Pichnov. Коммерческія операціи Государств. банка 1876. Les opérations commerciales de la Banque d'Etat.

4. Sudeikine. Операціи Государственнаго банка 1888. Les opérations de la Banque d'Etat.

5. Danilewski – Очерки курса наличных денег. 1886. –
Le bas cours de notre argent.

6. Kaufmann. – Бумажно-денежные проекты и экстраординарные финансы. Projets et finances extraordinaires.

7. Salschupine. Очерки государственного кредита в России. Наблюд. 1891. Etudes sur le crédit impérial en Russie.

8. Kaufmann. Государственные долги. Вестник Европы 1872.
Dettes impériales.

9. Kaufmann. Кредитные билеты, их упадок и возстан. 1888. Les billets de crédit, leur dépréciation et rétabl.

10. Konoblew. Русский Государств. банкъ, его устав. 1861.
La Banque d'Etat, ses statuts.

11. Lomanski. Исторический очерк денежного обращения в России с 1650 – 1817. 1854.
Histoire de la circulation monétaire russe.

12. Lebedew. Графа Егора Канкрина 1896. – Le comte Kancrine.

13. Muranzew. Канкринъ и его финансовая система. 1865.
Le comte Kankrine et son système financier.

14. Petkine. Назначение, устройство и очерк деятельности Государственного банка. 1892
Le but et l'organisation de la banque d'Etat.

15. Petscherine. Ассигнации до рублевые или государ. кредитными билетами. Вестник Европы 1876
Les assignats jusqu'à leur échange en billets de crédit.

16. Sudeikine. Государственный Банкъ 1891.
La Banque d'Etat.

17. Tarasow. Бумажныя деньги. Эконом. Указатель 1877.
Le papier-monnaie.

18. Yarmonkine. Золото и кредитный рубль. СПб. 1890.
L'or et le rouble de crédit.

19. Klyuchevskii – Русский рубль XVI–XVIII века в его отношении к нынешнему.
Klioutcheveski. – Le rouble des 16ième à 18ième siècle dans son rapport au rouble actuel.

20. Yarmonkine. Как поднять курсъ. 1887.
Comment relever le cours.

1ère partie.

Historique
du
Papier-monnaie russe
jusqu'à nos jours
et
du Cours forcé en Russie.

I.

Historique du papier monnaie russe jusqu'a nos jours et du cours forcé en Russie.

Une particularité du système monétaire russe, c'est qu'il est basé sur une valeur conventionnelle, laquelle n'est fixée par aucune loi générale ni économique. Un siècle avant que la Russie fut inondée de papier-monnaie, le gouvernement russe couvrait déjà ses déficits budgétaires par l'émission d'une monnaie de billon fictive. Dans les premiers temps le public prit cette monnaie avec confiance, parce que sur le marché on acceptait sa valeur réelle comme équivalente à sa valeur nominale. Soit que les besoins financiers fussent à ce moment très grands, soit que le gouvernement ait été séduit par cette opération, — les émissions de cette monnaie atteignirent des proportions excessives. Pendant quatre ans de 1658 à 1662 on en émit pour 20 millions de roubles. La conséquence naturelle de cet état des choses fut une baisse considérable du cours de la monnaie de cuivre. Déjà au commencement de 1659 pour un rouble d'argent on donnait 104 Kopeks; puis la baisse du cours progressa de plus en plus: au commencement de 1660 on donnait pour un rouble-argent 130 Kopeks de cuivre, en 1662 — 4 roubles de cuivre, en 1663 - le cours

2

de rouble argent c'était : au mois de Mars - 10 roubles ; en Avril - 12 roubles et au mois de Mais - 15 roubles de cuivre. Cette forte dépréciation de la monnaie de cuivre eut pour conséquence une hausse formidable sur les prise des marchandises. Le 11 Juin 1663 parut l'ordonnance sur la suppression de la monnaie de cuivre. Après 1663 on recourait pourtant encore souvent à l'émission de la monnaie de cuivre figurative. Par exemple, Pierre le Grand fraspparit d'un poude de cuivre d'une valeur de 5-6 roubles des pièces pour 20 et 40 roubles. Quoique cela fût profitable au Trésor, il en résultait pourtant des dépenses considérables et qui grevèrent beaucoup les finances déséquilibrées des successeurs de Pierre le Grand. En attendant, grâce à John Law, la France avait déjà fait connaître à l'Europe la découverte que l'on disait „américaine", bien qu'elle fût déjà connue en Chine depuis le IX ième siècle c.a.d un système d'argent tel qui n'exigeait aucune dépense : la monnaie de papier.

Assignats.

L'idée de cette émission s'était déjà produite sous Pierre le Grand, mais elle n'avait pas été réalisée.

Sous l'impératrice Elisabeth, le directeur des finances russes voulant améliorer les finances russes par l'émission du papier-monnaie, proposa son plan au Sénat qui le repoussa. Pierre III avait déjà manifesté sa volonté sur cet sujet par ordonnance de 25 Mai 1862. Cette ordonnance précéda l'époque des assignats qui n'apparurent que six ans plus tard sous Catherine II. Dans son manifeste sur cet sujet, il faut relever ce qui concerne l'encaisse métallique. Tandisque sur la proposition de Pierre III celui-ci devait être moitié argent et moitié-cuivre, Catherine II ordonna de ne faire que de la monnaie de cuivre. Puis d'autres mesures créèrent des difficultés insurmontables pour la liberté de l'échange en général, en mettant comme condition la présentation des assignats de Moscou à cette banque et celle des assignats de Pétersbourg à la même banque; par conséquent l'habitant de Pétersbourg pour changer des assignats de Moscou devait les y transporter ou s'y rendre lui-même. Le 1 Janvier 1769 commençaient les opérations de deux banques pour l'émission des assignats.

Le premier essai donna des résultats magnifiques.

La demande d'assignats surpassa les prévisions du gouvernement. Déjà le 12 Janvier de la même année Catherine II avait ordonné d'émettre encore des assignats pour 150000 roubles, et le 19 Novembre de la même année elle ordonna que chaque banque eût un capital de 1500000 en assignats pour 250000 roubles. En tout, pour la même année de 1769, au lieu d'un million comme on ce l'était proposé, on émit plus de deux millions d'assignats (2,619,975).
Le nombre d'assignats va toujours croissant. De 1769-1773 il en avait déjà pour 18 millions.
Ici on commence à percevoir le mauvais côté de la monnaie conventionelle: le cours des assignats à cause de leur abondance commença à baisser. Pour prévenir ce mal, l'ukaz de 10 Janvier 1774 ordonna au Sénat de ne laisser circuler dans le pays que 20 millions de roubles. Le but fut atteint. Pendant quelque temps les assignats montèrent au pair. Mais cette restriction fut illusoire. Dans la même année on émit des assignats pour 52000 roubles, puis dans les 13 années suivantes le chiffre d'assignats en circulation atteignit 46 millions. En 1786 le gouvernement avait

besoin d'une forte somme.

Les assignats étaient naturellement la seule ressource. Mais il en circulait déjà énormément. Il fallait 154 millions. Le gouvernement même voit que la tentative était hasardeuse. Pour calmer les esprits Catherine II promit dans un manifeste qu'il n'y aurait jamais en circulation pour plus de 100 millions de roubles en assignats. Néanmoins le public se méfiait. Le cours qui était de 99-98 Kopeks baissa en 1787 après l'émission supplémentaire à 97 Kopeks. D'où il ressort que la confiance du public pendant les 13 dernières années avait fort diminué.

Était-ce avec raison?

A cette question nous répondrons par les chiffres suivants:

Les assignats en circulation représentaient:

En	1787	100 millions de roubles
"	1790	111 " "
"	1793	113 " "
"	1796	157 " "

c.a.d. que malgré les promesses, il y avait une fois et demie plus d'assignats.

6. Dans les derniers temps du règne de Catherine II la baisse des assignats fut très rapide. De 97, le cours en 1790 tomba à 87 Kopeks; en 1791 – à 83⅓ Kopeks; en 1792 – à 79⅓ Kopeks; en 1793 – à 71 Kopeks et en 1794 à 68½ Kopeks. Sous le règne de Paul I on continuait à émettre des assignats pour combler les déficits budgétaires. Pendant les cinq ans de son règne la quantité d'assignats en circulation s'est accrue de 157 millions à 221½ millions. Dans les premières années du règne d'Alexandre I l'émission d'assignats a surtout augmenté: pendant neuf ans la quantité d'assignats a atteint le chiffre de 533 millions. On sentait une telle quantité d'assignats que leur cours en 1809 tomba à 43½ et à 1810 à 25⅖ Kopeks. Or on approchait de la guerre, et comme le cours des assignats baissait, alors pour le relever, il ne restait pas d'autre moyen que de déclarer le cours forcé. Ce qui fut fait le 9 Avril 1812. Les prémisses du cours forcé sont toujours faciles: les assignats firent au premier abord une légère prime.

7. Mais l'influence désastreuse qu'exerça la campagne de 1812 sur la circulation fiduciaire fut cause que pendant 11 ans la quantité d'assignats augmenta encore de 292 millions, soit une moyenne de 26 millions par année. Cette augmentation excessive du papier en circulation atteignit sensiblement le cours d'assignats. Le cours atteignit de 1811-1813 20 Rapels.
Après les guerres napoléoniennes on s'occupa de réglementer la circulation fiduciaire. Pour renforcer l'autorité des actes ministériels, (indépendante du département des finances), on créa une nouvelle Institution: le Conseil des Institutions Impériales de Crédit, composé de membres pris dans toutes les classes.
Ce Conseil contrôlait toutes les opérations des institutions de crédit et pouvait à l'occasion proposer toutes réformes qu'il jugeait utiles. La Commission Impériale pour l'extinction de la Dette commença à fonctionner le 16 Avril 1817.
Voilà les principaux articles de ses statuts:
§69. pour diminuer la quantité d'assignats

on propose de les retirer de la circulation jusqu'à ce qu'ils se rapprochent de leur valeur en monnaie sonnante. § 70. A cet usage seront affectés annuellement: 1) 30 millions de roubles des domaines de l'Etat. 2) le reliquat des sommes réservées pour le payement des dettes intérieures et extérieures à terme; 3) les reliquats des revenus impériaux et 4) le produit de la vente des domaines. Pour accélérer ces opérations, on décida de recourir aux emprunts. Le 10 Mai 1817 on ratifia le règlement sur l'acceptation des dépôts à temps illimité desquels on remettait des billets représentant la somme déposée avec une plus value de 2 9% qui rapportaient 6%
Le 26 Juin 1818 fut édicté un second règlement sur les dépôts ayant le même caractère mais spécifiant que chaque dépôt de 85 roubles compterait pour 100 roubles. Ces deux combinaisons donnèrent un revenu de 108,000,000 roubles. En outre on consacra à l'amortissement des assignats la plus grande partie de deux emprunts extérieurs à 5%.

9.

En somme la destruction des assignats coûta 236,600,000 roubles. La quantité d'assignats diminua de 236,300,000. De sorte que la circulation fiduciaire était en 1823 de 595,776,300 roubles. On était là lorsque la réforme du comte Kancrine emplaça les assignats dépreciés par les billets de crédit.

Billets de Crédit.

Le 1 Juillet 1839 parut le premier manifeste qui ait ouvert une nouvelle ère à la circulation fiduciaire. Dapès ce manifeste la pièce d'argent au poinçon russe est devenue la principale monnaie impériale, et les assignats n'ont plus représenté qu'une valeur supplémentaire avec la fixation d'un cours stable de 3½ roubles pour un rouble argent ou environ 288 Kopecks pour le rouble papier. Pour enlever le fonds d'échange on ouvrit le même jour auprès de la banque de commerce une caisse de dépôt avec le droit d'émettre des billets. Le succès fut considérable. Tous voulurent avoir des billets en echange d'or et d'argent. Un an après le premier parut le second manifeste pour l'émission des billets de crédit.

10. De même qu'en France on avait voulu remplacer l'ancien papier par un nouveau en quantité moindre, les assignats par mandats territoriaux, ceux-ci étant échangés contre une quantité trente fois plus considérables que ceux là; de même qu'en Autriche une tentative avait été faite pour remplacer les Banco-Zettel par des billets de retrait, ceux-ci étant échangés contre une quantité cinq fois plus considérable de ceux-là; ainsi en Russie on s'avisa de vouloir remplacer les assignats par un papier nouveau nommé billets de crédit qui devaient avoir la même valeur que le rouble-argent. Il y avait alors en circulation trois sortes des billets de papier: assignats, billets de dépôt et billets de crédit. Pour faire disparaître cette diversité peu pratique de l'unité monétaire, le manifeste du 1er Juin 1843 remplaça les uns et les autres par des billets de crédit qu'on devait payer en monnaie sonnante à toute présentation. Pour garantir l'échange fut instituée une encaisse métallique qui devait être accrue à

11. toute nouvelle émission de façon à représenter plus d'un tiers de la valeur nominale du papier en circulation.

*Les billets de crédit émis avaient pour garantie tout le domaine public; en outre pour maintenir leur valeur, on transporta, au mois de Décembre 1844, dans la citadelle de St. Pétersbourg et on plaça sous le contrôle de 24 membres de la délégation de la Bourse un fonds métallique de 70.464.245 roubles en argent et en or; le 14 Juillet 1845 on augmenta ce fonds de 12,180.000 roubles, de sorte qu'on eût un encaisse métallique de 82½ millions de roubles pour une circulation de billets de crédit de 170 millions de roubles. Cette proportion paraissait plus que suffisante pour maintenir la valeur du billet de crédit et pour en assurer l'échange en espèces." De 1843 à 1852 la circulation de l'argent russe se maintint dans un état florissant." *Jusqu'à l'expédition de Hongrie on put croire que la circulation du papier-monnaie en Russie était à l'épreuve de grandes fluctuations.

---

*Le cours forcé en Russie - Leroy-Beaulieu (Le Crédit public page 606.

On vit alors l'Empire placer plus de 100 millions de roubles en fonds étrangers, notamment en 1847, 50 millions de francs en rentes françaises 5% au cours de 115·15 fr. Cependant en 1849, la circulation des billets de crédit avait augmenté de près de 80% et s'élevait à 300 millions de roubles."
Mais le 20 Octobre 1853 la guerre fut déclarée. La tentative d'emprunt à l'étranger n'avait pas réussi. Restait l'émission des billets. On en usa de plus en plus. Déjà en 1855 on n'avait versé qu'un quart de la valeur nominale des billets émis; et en 1856 on ne versa 1/6. Néanmoins le cours était encore assez élevé – 98·8 Kopeks pour le rouble de crédit. Mais par suite de l'insuffisance de l'encaisse métallique en 1854 on commença à limiter l'échange pour le faire cesser tout à fait en 1856. Les billets devinrent papier-monnaie au cours forcé. Alors avec la baisse considérable du cours s'ouvrit l'ère des fortes oscillations. Le gouvernement eut recours à différentes mesures pour consolider le cours, il dépensa pour cela plus de 20 millions de roubles et n'obtint aucun résultat.

A la fin de la guerre de Crimée, il circulait 735,000,000 de billets de crédit, soit autant qu'il en avait été émis d'assignats en 1812. Par conséquent, tous les efforts des ministres Gurjew et Kancrine, toutes les dépenses faites par le gouvernement pour consolider le système monétaire n'aboutissent à rien.

Voilà comme M. Leroy Beaulieu a caractérisé cette situation:

* "La guerre d'Orient provoqua une avalanche de nouveaux billets de crédit: au mois de Mars 1854 le fonds de garantie, déposé à la forteresse, était encore de 159,918,000 roubles en argent, au mois de Septembre il descendait à 146,563,000 roubles; les billets de crédit montaient à 345,927,000 roubles. Ce chiffre était déjà excessif, mais il s'accrut bien davantage. Il atteignit 509 millions de roubles en 1855, 689 millions en 1856 et 735 millions de roubles en 1857. Il est evident que la Russie n'avait pas besoin d'une circulation fiduciaire de 3 milliards de francs.

* Leroy-Beaulieu - Le cours forcé en Russie page 606.

aussi les billets de crédit se déprécièrent bientôt dans des proportions considérables : ce second papier, émis en remplacement des assignats, n'eût guère plus de solidité que le papier primitif. c'est ce qui était arrivé en France aux mandats territoriaux et en Autriche aux billets de retrait. Déjà avant la guerre de Crimée, l'échange de billets de crédit contre les espèces avait été non pas entièrement suspendu, mais limité ; les caisses de l'État dans les provinces ne payaient en espèces à présentation des billets que jusqu'à concurrence de 100 roubles."

Le premier pas que fit Alexandre II pour remédier contre ce mécompte fut le manifeste du 5 Avril 1859 ordonnant de cesser toute nouvelle émission de billets de crédit. Le 18 Avril 1858 on déplorait pour 60 millions de billets de crédit. Mais bientôt après pour apaiser les déposants qui réclamaient leurs capitaux en présence de la baisse des intérêts de 4% à 3% sur les dépôts de la banque, il fallut émettre pour 88 1/2 millions

de nouveaux billets.

Comme en Autriche, on crut que la création d'une grande Banque d'Etat pourrait faciliter le succès. — En 1860 fut ouverte la Banque d'Etat dont le principe selon les statuts devait être tout économiques mais qui dès sa fondation dut s'appliquer à la régénération de la circulation fiduciaire, de sorte qu'elle fut créer pour liquider et centraliser toutes les obligations fiduciaires et la dette flottante de l'Empire. Au 1er Mai 1861, cette Banque avait une réserve métallique de 86 millions de roubles en présence d'une circulation de 714,627,609 de roubles. Mais son premier essai ne fut pas très heureux. Partant de ce principe que la baisse du cours n'est pas la conséquence de la surabondance du papier, mais bien de la méfiance publique, la Banque admit l'échange libre. Le sous-gouverneur de la Banque d'Etat M. Lamanski conseillait la reprise immédiate du remboursement des billets de l'Etat en suivant une échelle de prise décroissante. La demi impériale d'or qui vaut 5 15 roubles,

se serait échangée pendant toute l'année 1862 contre 5 roubles 70 Kopecks en papier : pendant les six premiers mois de 1863 contre 5 roubles 50 Kop., pendant le second semestre de 1863 contre 5 roubles 35 Kopecks ; pendant l'année 1864 contre 5.25 ; à partir du 1 Janvier 1865, la demi-impériale aurait été échangée au pair contre 5 roubles 15 K. Ce plan était ingénieux : cette échelle décroissante avait été aussi adoptée en Angleterre lors de la reprise des payements en espèces. A cet effet, le gouvernement russe contracta un emprunt de 15 millions de livres anglais en titres 5%, dont le produit, d'après une décision du 4 Avril 1862 devait augmenter l'encaisse métallique de la Banque qui s'élevait à 79 millions de roubles en or ou en argent et à 12 millions en inscriptions de rentes. Les billets reçus dans l'opération de l'emprunt devaient être détruits. La Banque de l'Etat n'en devait plus émettre que contre espèces d'or et d'argent ou en échange d'anciens billets. On décréta de plus que le remboursement des billets en numéraire devait avoir lieu à partir du 1er Mai 1862 d'après le tarif

suivant :

	Par rouble-argent
1 Mai 1862	110½ Kopeks en papier
1 Octobre "	107½ " "
1 Novembre "	107 " "
1 Décembre "	106½ " "
1 Janvier 1863.	106 "
1 Août "	102½ "
1 Septembre "	102 "
1 Octobre.	101⅓ "
1 Novembre	101 " "
1 Janvier 1864. . . .	100 " "

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Pour que cette combinaison fût réussir, il eût fallu par un grand emprunt public se procurer une somme en numéraire très considérable et faire rentrer aussi une quantité importante de billets qui eût été détruite. L'échange fut auvert, et on n'eût d'abord qu'à s'en féliciter. Les billets de crédit furent plus recherchés que l'or. Bientôt il fut évident que ces „ magnifiques résultats " n'étaient que la conséquence d'une spéculation bien conduite. Comme le cours des billets de crédit devait hausser (d'après le projet Lomanskie), il était avantageux de les acquérir à temps

pour les retourner ensuite à un moment propice et à un prix élevé à la banque. Et en effet, en 1863 commença l'afflux des billets de crédit à la banque. Le numéraire métallique payé chaque mois par la Banque dépassait de beaucoup celui qu'elle recevait. Du 1er Mai 1862 au 1 Janvier 1863, l'excédent des sorties sur les entrées était de 10,037,000 roubles, 1,250,000 roubles en moyenne par mois; en Janvier 1863 l'excédent de sortie fut de 2,287,000 roubles, de 4,921,000 en Février, de 7,723,000 en Mars, de 10,213,000 en Avril, de 10,367,000 en Mai, de 2,233,000 en Juin, de 6,751,000 en Juillet, de 4,408,000 dans les premiers jours d'Août. On essaya de délivrer de l'argent au lieu d'or, mais cette mesure ne fut pas suffisante. Un Ukase de 19 Novembre 1863 supprima complètement l'échange des billets. Cette opération avait coûté tout l'emprunt et une partie du fonds d'échange. On retira de la circulation 79,300,000 de billets de crédit, on en détruisit 45,600,000 et l'on remit

19. le même chiffre en circulation. De 1864 à 1876 le nombre des billets de crédit augmenta de 679,500,000 à 7900 millions. — Il est aussi intéressant de suivre les oscillations du change sur Paris à cette époque.
Au mois de Mai 1862 le change sur Paris était à 355 francs 50c. pour 100 roubles, il s'éleva en Juin à 358 francs 80c., en Juillet à 362 francs, en Août à 364, en Septembre à 368; il s'approchait de plus en plus du pair: le 29 Octobre 1863 il était à 396 francs; trois jours après, le 1 Novembre, il était tombé à 367 francs; il fléchit à 350, point autour duquel il oscilla. La situation a depuis lors singulièrement empiré: en 1875 et au commencement de 1876, le rouble papier valait entre 3f 20c et 3f 50c pendant ainsi 12% à 20% de sa valeur nominale. Les menaces de guerre à partir du mois d'Octobre 1876, probablement aussi l'augmentation des émissions de billets de crédit ont précipité la baisse du rouble de papier. Depuis le printemps 1876, le change de Paris sur St. Pétersbourg a varié de 300 fr. à 215 fr. pour 100 roubles, cela

veut dire qu'on donnait 300 fr au 215 fr., suivant les cours, pour 100 roubles en papier, au lieu de 400 fr., ce qui serait le papier. Le rouble-papier perdait donc 32% à 44%.

"En 1876 fut déclarée la guerre d'Orient (1877-78) et dans l'année qui l'a précédée, la Russie a tiré de l'émission du papier-monnaie une grande partie des ressources dont elle avait besoin pour ses armements. A ce moment et par l'ordonnance de 25 Octobre 1876 la Banque de l'Etat pouvait émettre temporairement des billets de crédit. Au 1 Juillet 1876 la circulation des billets s'élevait à 1 milliard 71 millions de roubles; deux mois plus tard l'émission s'est accrue de 22 millions de roubles. Il en fut émis au total 417 millions, de sorte que toute circulation fiduciaire, atteignait en 1881 le chiffre élevé de 1 milliard 133 1/2 millions de roubles. En outre, le stock métallique servant de garantie aux billets fut entamé; au 1 Janvier 1876 il était de 231 millions de roubles; il n'était plus que de 180 millions à la fin de la même année, c'est donc une somme importante

* Le cours forcé en Russie. Leroy Beaulieu (Crédit public II 606)

que la Russie a suivi de ce côté pour la guerre. Le gouvernement russe ayant ainsi fait des emprunts considérables à la Banque en billets à cours forcé, il devenait nécessaire à la fois de prendre des mesures pour parer remède à la dépréciation excessive de cette monnaie fictive. C'est ce que comprit le ministre des finances M. Abaza. Au terme d'un Ukase du 1er Janvier 1881, rendu à son instigation, on connait court aux nouvelles émissions de billets de crédit pour le compte du Trésor, et l'on s'engageait à rembourser la dette de l'Etat envers la Banque: „Nous ordonnons disait l'acte impérial: 1) que la Trésorerie de l'Etat emboursa sans retard à la Banque la somme nécessaire pour réduire à quatre cents millions de roubles la dette à la Banque pour les dépenses qu'elle a faites au compte de l'Etat. 2) d'amortir le reste de la dette, soit 400 millions de roubles, par des remboursements annuels à partir de l'année 1881 et à raison de cinquante millions de roubles à payer

dettes encaissé par le Trésor à la Banque.
3) d'amortir les billets de crédit au fur et
à mesure de leur accumulation dans les
caisses de la Banque et conformément aux
besoins de la circulation fiduciaire."
Les mesures étaient très sages: le ministre des
finances qui les avait proposées n'eut
que le temps d'exécuter le premier article
de ce programme en réduisant la dette
du Trésor envers la Banque à 400 millions
de roubles. Mais au mois de Mars 1881 il
fut remplacé au ministère des finances
par M. Bunge. Les billets de crédit mon-
taient en ce moment comme nous avons
dit à 1 milliard 33½ millions. Le fonds
métallique de garantie était seulement
de 171 millions de roubles dont 170 en or.
Les mesures de l'Ukase de 1881 n'ont été
qu'incomplètement observées, et les bonnes
résolutions de M. Abaza se sont trouvées
à moitié abandonnées par les successeurs.
A la fin de 1884 il y avait encore 1 milliard
73 millions de roubles en circulation.
M. Leroy Beaulieu dit: „on pouvait avoir
montré une certaine mollesse en cette

grave affaire, et l'on s'est trop fié, fort imprudemment à un procédé insuffisant et décevant : l'obligation de payer les droits de douane en or et non en billets à cours forcé.[a] Il est téméraire de prétendre que le cours forcé soit inutile à une puissance qui entre en guerre. Depuis Novembre 1876 jusqu'à la fin d'Octobre 1878 la Russie a retiré moitié autant des émissions de papier-monnaie que des emprunts ; celles-ci produisirent 491 millions de roubles ; les emprunts contractés dans la même période montèrent à 700 millions de roubles, et si l'on y joint les emprunts de 1879 et de 1881, à 1,100 millions de roubles. En voici le détail : [1]

Emprunts intérieurs.

100 millions de roubles pour l'emprunt de 1876
200 " " 1er emprunt d'Orient
300 " " 2 " "
100 " " emprunt de £15 mill. en 1877

700 millions de roubles.

A ces emprunts il faut en joindre deux autres faits après la paix, mais qui se rattachent à la liquidation des dépenses de guerre : à savoir en 1879 le 3ième emprunt d'Orient de 300 millions de roubles et en 1881 un

[1] Les Finances de la Russie depuis la dernière guerre d'Orient. A. Raffal.

emprunt intérieur de 100 millions de roubles. Le papier-monnaie a donc fourni à peu près un tiers des ressources consacrées à la guerre d'Orient.»

«Cette guerre a prouvé qu'un peuple peut longtemps soutenir une grande lutte malgré de mauvaises finances. Il importe seulement que cette guerre soit populaire. Il suffit de d'ajourner les payements aux fournisseurs, de recourir beaucoup aux réquisitions. En outre une population qui est depuis longtemps habituée au papier-monnaie supporte beaucoup plus aisément qu'une autre un accroissements des émissions de papier. La baisse du rouble se faisait beaucoup moins sentir à l'intérieur du pays qu'à l'étranger; les commerçants et les banquiers s'en aperçevaient, mais le menu peuple n'y prenait pas garde. Les denrées ordinaires étaient fort loin, du moins pendant les premiers temps, de subir un renchérissement qui fût proportionnel à la baisse du rouble. Le moments de embarras financiers n'est jamais au début d'une guerre; il ne se rencontre même pas, d'ordinaire, pendant la durée de la lutte; c'est après la paise, lors

de la liquidation des dépenses de guerre que l'on s'aperçoit qu'on est sans ressources et qu'on se trouve réduit aux expédients. La Russie, pendant toute la période des troubles d'Orient, de 1876 à la fin de 1878, n'a pas éprouvé de grandes difficultés pour nourrir ses troupes, non plus que pour payer les intérêts de sa dette, mais une fois la paix rétablie, se trouvant dans la nécessité de liquider par des emprunts réguliers toutes les dépenses extraordinaires dont le payement avait été ajourné, de relever le cours de son papier-monnaie, c'est alors que les maux de la guerre se font sentir et deviennent cuisants."

"Avant la dernière guerre d'Orient, le crédit de la Russie s'était amélioré, elle pouvait emprunter au dehors à un taux ne dépassant pas 5%; il eût été aisé de résoudre le problème de la reprise des payements en espèces. Depuis la 1877 la gestion des finances russes a été très prudente. La circulation de roubles de crédit a été restreinte. Elle a atteint le maximum 1,188 millions de roubles en 1878, dix ans après, en 1888, elle n'était plus que de 1,046 millions de roubles.

---

1) Les finances russes depuis la guerre d'Orient. Arthur Raffalovich.

26. Le cours du rouble-crédit est remonté en 1890 et 1891 aux environs de 3 fcs. Le fonds d'échange ou encaisse métallique en face des roubles-crédit était, en 1888, de 211 millions de roubles; la Russie avait, en outre, de nombreuses sommes disponibles à l'étranger. Depuis les événements de 1877, la dette de la Russie s'est augmentée, dans la période de 1876 à 1882, de 1 milliard de roubles et 15 millions livres anglais, en capital nominal, à savoir: en 1876 emprunt intérieur de 100 millions de roubles, amortissable en 37 ans, émis à 92 pour 100; 1877, premier emprunt d'Orient de 200 millions de roubles amortissables en 49 ans émis à 90 pour 100; 1877, emprunt extérieur de 15 millions de livres anglais, amortissables en 37 ans, émis à Paris, Berlin, Amsterdam au cours de 74; 1878, second emprunt d'Orient de 300 millions de roubles, amortissables en 49 ans, émis à 93 pour 100; 1879 troisième emprunt d'Orient de 300 millions de roubles, amortissables en 49 ans, émis à 92·50; 1881, emprunt intérieur de 100 millions de roubles émis à 92¼, amortissables en 37 ans. D'autre part le jeu de l'amortissement a réduit la

dette de 24 millions de roubles par an, soit de 144 millions pour cette période. La Russie a donc moins recouru depuis 1876 aux emprunts extérieurs; ses emprunts intérieurs ont été émis en papier-monnaie déprécié de 30 à 45%. Le réglement du budget de 1889 porte à 927,035,439 roubles papier les recettes effectuées et à 831 millions les dépenses. Avec le budget extraordinaire, l'ensemble des recettes ressort à 989 millions de roubles et celui des dépenses à 939 millions. Le service de la dette publique représentait 270.692.000 roubles or-crédit en 1889, soit 30% des recettes ordinaires. Mais en 1888 le service des emprunts payables à l'étranger montait à 132 millions de roubles de crédit, soit au cours du 1er Janvier 1887, environ 290 millions de francs. C'était là une charge considérable pour un pays à papier-monnaie à change instable. Le cours du rouble a varié de 2f.97c à 3f.33c en 1876; il oscilla de 2f.18c à 2f.30c. en 1877, faisant jusqu'à 2f.08c en 1888. Cette dépreciation de 48% accroissait énormément les charges de la Russie. Heureusement la conduite prudente des finances et le développement des ressources

du pays ont relevé le rouble crédit entre 2f.60c à 3frs en 1890 et 1891. Par d'habiles conversions des emprunts extérieurs 5% et 4½% en 4%, les intérêts à servir à l'étranger ont notablement décru en 1890. Le service de la dette ne figure plus que pour 256,742.041 roubles papier au budget de 1891, en face d'une prévision de 897 millions de roubles — papier pour les recettes ordinaires. La situation financière de la Russie, sauf l'éventualité de guerre, devenait toujours plus solide. "

— A partir de 1886 la circulation fiduciaire montra une tendance à la hausse, qui aboutit à l'émission temporaire de 75 millions de billets, le 28 Juin 1891. Ici finit l'historique de la circulation fiduciaire. En 1892 commencent déjà les préparatifs de réforme.

Si nous nous demandons ce qui a causé à la Russie la circulation fiduciaire, nous voyons (d'après le tableau joint à la fin de cet travail - Annexe p.y 105.) que sous le règne de Catherine II le déficit fut par suite de la dépreciation du rouble au minimum de 98,400,000 roubles; sous le règne de Paul I jusqu'à la réforme du comte Kankrine —

81,700.000 et pendant la période des billets de crédit — 386 millions.

Pour consolider le cours et retirer de la circulation les billets superflus, il fut dépensé:

1. Sous le ministère Gurjew
pour le retrait des assignats . . Rb. 236,300,000
2. Pour maintenir le cours
pendant la guerre de Crimée . . . „ 20,000,000
3. Pour le rétablissement de
l'échange de 1861-1863 . . . . . „ 107,000,000
4. Pour les opérations de 1883-85
en vue du retrait des billets . . . „ 87,000,000
Enfin en 1892 il y avait . . . . . „ 1,121,300,000
roubles en circulation qui devaient
tôt ou tard être remboursés.

Par conséquent, les opérations avec le papier monnaie de 1769 à 1891 coûtèrent à la Russie:

1. Pertes par suite de la
dépréciation de l'argent . . . . Rb. 386,300,000.
2. Dépenses faites pour la consoli-
-dation du cours „ 450,300,000.
3. billets à échoir „ 1,121,300,000.

Rb. 1,957,600,000.

c.a.d. presque <u>deux milliards</u>.

80. Mais ce chiffre est d'une fois et demie au moins au-dessous de la réalité. Par conséquent la circulation fiduciaire a coûté à la Russie une moyenne annuelle de 24½ millions de roubles.

Fin de la première historique.

2ième partie

Projets

concernant

le rétablissement du

Cours du Bouble.

II

Projets concernant le rétablissement du Cours du rouble.

Avant d'examiner les différents projets pour consolider le cours du rouble, il convient d'étudier la nature et l'étendue des dommages causés par la dépréciation du rouble. Elle a influé diversement sur différentes catégories de marchandises qu'il faut distinguer:

1. Marchandises importées.

Le hausse des prix sous forme de droits de douane dépend presque uniquement de la baisse du rouble; nous disons „presque" parce que le producteurs étrangers, pour se garder l'accès du marché russe se contentent souvent et pendant un certain temps d'un bénéfice moindre en n'augmentant pas les prix.

2. Produits indigènes.

Ils peuvent être remplacés par les produits similaires venus de l'étranger lorsque le cours est plus élevé.

Les fabricants du pays tâchent de profiter de la baisse du rouble, mais jusqu'à certain point par crainte de voir apparaître la marchandise étrangère et de ne pouvoir bénéficier de cet état favorable de la valeur du papier.

3. Matériaux exportés à l'étranger.

La hausse de l'or par rapport au rouble-papier devrait occasionner une hausse équivalente du prix en roubles de crédit sur les marchés étrangers. Mais il faut considérer que par suite de la concurrence des autres fabricants sur le marché international cela n'influerait en rien sur les prix. Il se peut en outre que cette concurrence établisse une baisse de ces prix plus considérable que cet enchérissement n'est élevé. C'est ainsi que le blé malgré le cours favorable à l'exportation fut meilleur marché en 1883 qu'en 1875 par suite de la concurrence américaine.

4. Produits de fabrication, pour lesquels on emploie en partie des matériaux ou machines de provenance étrangère.

Ici l'influence de la dépréciation dépend de ce qu'une partie des frais de la fabrication retombe sur les machines ou matériaux étrangers. Mais comme par suite des améliorations techniques les frais généraux de fabrication en Russie (comme partout ailleurs) ont diminué plus vite que la valeur du rouble ne baissait, les produits fabriqués en Russie, en grande partie, sont à présent meilleur marché qu'ils ne furent durant la courte période de fluctuement en or, en 1862.

5. Produits bruts, non exportés à l'étranger et produits de fabrication indigène.

Sur les prix des objets de cette catégorie la baisse du cours n'a pas d'influence immédiate. Son action ne se fait sentir qu'indirectement et seulement lorsqu'en présence de la hausse des prix sur ces objets, les ouvriers de la ville et les ouvriers de campagne cherchent à obtenir un salaire plus élevé. Le prix du blé joue ici le rôle principal. Si la vie économique de la Russie dans ces dernières vingt années n'a pas trop souffert

de la dépréciation de la valeur, c'est grâce à ce que par suite de la concurrence américaine les producteurs ne pouvaient profiter de la hausse des prix sur le blé qui devait se manifester comme conséquence naturelle de l'enchérissement continuel de l'or.

Il s'ensuit que la baisse du rouble n'a pas la même influence dans toutes les parties de la Russie ni sur les différentes classes de la société. Les centres de commerce et d'industrie souffrent avant les autres; les plus frappées ensuite sont les localités situées près des ports et des chemins de fer; en un mot le dommage porte sur cette partie de l'Empire où le producteur a le choise entre la vente locale et l'exportation. Mais sur les parties de la Russie qui par leur position ou l'absence de communications doivent se contenter de la vente locale, les oscillations du cours ne peuvent influer que très peu. Si nous nous demandons quelle influence exerce la baisse

de la valeur du rouble sur le budget d'un homme ou d'une famille. à cette question nous pouvons répondre que l'augmentation du budget d'une famille sous l'influence de la dépréciation du rouble, quoique elle n'atteigne pas les mêmes proportions s'accentuera de plus en plus, et proportionellement à la baisse. En d'autres termes, si par exemple, par la perte de 10% de la valeur du rouble le budget annuel d'un ouvrier de fabrique augmente de 2%, alors par la baisse de 20% — sa dépense n'augmentera de 4%, mais de 6%, — par la baisse de 30%: environ de 10% — par 40%: de 15%, et cela jusqu'à ce que l'appauvrition de l'or soit possible. Dès ce moment la hausse des prise sur toutes les marchandises se manifeste avec la baisse du papier.

Tout cela étant dit, nous tâcherons de présenter sommairement les différents projets pour consolider le cours du rouble et qui ont été sans résultat.

Projet Lamanski en 1860

Je baserai sur ce que 1) la forme financière nationelle doit embrasser non seulement les billets de crédit mais les „series", les quittances de dépôt des Institutions Impériales de crédit et les billets métalliques 4%; en général tous ces papiers que les caisses impériales doivent accepter en payement des contributions. 2) l'émission des billets n'est accordée qu'aux banques d'émission qui auraient le droit d'émettre des billets en échange d'or et d'argent. 3) la consolidation de l'échange exige que toute la somme des billets émis ait une garantie matérielle.

Lamanski proposait de donner à la Banque de Russie le caractère d'une institution impériale par actions, administrée par six directeurs nommés par le gouvernement et six directeurs élus par les actionnaires. Pour consolider l'échange le Trésor

devait remettre à la Banque les sommes suivantes :

a.) un fonds de 100 millions de roubles
b.) une rente 5% de 200 millions de roubles
c.) 200 millions d'obligations de caisse 1%
amortissables en 100 ans.
d.) 200 millions de domaines de l'état.

Dans ces conditions on pourrait recommencer l'échange avec un agio décroissant, c.a.d. en partant de 5 roubles et 90 kopeks pour la demi-impériale (en 1862) jusqu'à la valeur nominale 5 rb. 15c. (en 1865)

Projet Wagner en 1867-68.

Wagner se basait sur la consolidation d'une partie des „séries" et des quittances de dépôts, et aussi sur la diminution des billets en circulation pour réaliser à l'avenir l'échange constant et solide.

En ce qui concerne les séries, elles pouvaient être échangées en partie (116 millions) par emprunt ordinaire à intérêt, en partie (100 millions) par obligations du Trésor à courte échéance (trois ans au plus). En ce qui concerne la dette courante de 685 millions (d'après Wagner), on comptait

39. laisser 200 millions en circulation comme dette du Tresor sans intérêts et retirer de la circulation 185 millions pour les détruire. De 300 millions restants - 100 millions étaient garantis par le fonds d'échange. Pour garantir les autres il fallait un emprunt intérieur. La somme obtenue par l'emprunt devait être conservée en numéraire et en compte-courant dans les banques étrangères, comme capital de réserve dans le cas où le retrait de 185 millions ne serait pas suffisant pour maintenir le cours al pari. Cette opération exigeait des emprunts énormes: 116 millions pour la conversion des séries, 97 millions pour la conversion des quittances de dépôts, 185 millions pour l'amortissement d'une quantité équivalente des billets, 200 millions pour la fondation du capital de réserve en question. Mais comme certains de ces emprunts constituaient la conversion, alors les dépenses générales se réduisaient d'après Wagner de 25 à 28 millions, en considérant le revenu du capital de réserve déposé dans les banques étrangères.

Projet Kaufmann en 1874.

La somme de crédit en circulation, en déduisant la somme du, lunds de l'échange était de 566 millions à cette époque. De cette somme Kaufmann laisse comme dette à intérêt 130 millions. Les 436 millions restants devraient être retirés de la circulation par un emprunt et remis à la Banque d'Etat qui en émettrait de nouveau une partie (à peu près 136 millions), mais avec garantie d'effets solides et à courte échéance. Comme la Banque d'Etat reçoit de ses clients 6½%, les emprunts consolidés exigent 5½%; or selon l'opinion de Kaufmann, non seulement la consolidation de ces 136 millions n'auraient rien coûté, mais auraient encore donné des bénéfices. Les dépenses pour la consolidation des autres 300 millions désignés pour l'amortissement auraient été à la charge du Trésor pour 17½ millions. Le même taux 5½% servait pour les autres succédanés d'argent d'une somme de 309 millions comme pour les séries, quittances de dépôts, billets de banque.

41. Cela n'aurait pas exigé pour le Trésor et la Banque plus de 4 millions de dépenses; parce que l'Etat payant annuellement sur ces papiers à cette époque à peu près 13 millions. Les dépenses de toute cette opération auraient été de 22 millions.

Projet Bunge 1878.

Bunge se basait dans son projet sur un autre principe que ses prédécesseurs, à savoir l'autorisation de conclure les transactions en monnaie nominale. Bunge évaluait alors la somme des billets de crédit en circulation à 1,074,000,000 et proposait d'en retirer 700 millions par des emprunts intérieurs métalliques. Il proposait de coter le rouble non point selon la valeur nominale mais selon celle du cours. Pour augmenter la quantité d'or en circulation, il proposait en même temps la conversion en numéraire de tous les emprunts réalisés en papier, et en garantissant aux détenteurs de ces papiers un taux métallique un peu plus élevé que celui des billets de crédit.

42. Mais en même temps ils devaient fournir une somme égale à la différence entre la valeur nominale de ce papier et celle du cours en métal. Les dépenses pour réaliser cette réforme auraient été d'après Bunge de 30 à 33 millions. Ajoutons encore que Bunge comme Lamanski recommandait dans son projet de transformer la Banque d'Etat en Banque privilégiée par actions.

De tous ces projets on peut déduire ces traits caractéristiques:

1. Tendance à retirer non seulement des billets de crédit mais aussi toutes les autres valeurs émises par l'état (Lamanski, Vägner, Kaufmann).
2. projet de transformer la Banque de l'Etat en Banque par actions.
3. nécessité de limiter les émissions jusqu'à la quantité garantie par le portefeuille d'effets de première ordre (tous les auteurs des projets y attachent une grande importance).
4. légalisation de l'agio en prescrivant que toutes les affaires se traiteraient en monnaie sonnante (Bunge).

Ces projets excellents en principe auraient coûté dans la réalité plus que n'auraient prévu leurs auteurs.

Ainsi Lamanski prend comme règle la circulation de 300 millions de roubles, dont 200 millions devraient être successivement amortis au bout de 100 ans. Toutefois comme aujourd'hui ce n'est pas 300 millions (ainsi qu'à l'époque de Lamanski), mais 1,100,000 que l'on trouve dans la circulation, et comme on ne peut compter sur la vente immédiate des domaines impériaux, l'emprunt nécessaire aurait été de 900 millions; d'où pour le Trésor une surcharge annuelle de 75 millions, se répétant indéfiniment.

Le devis des dépenses de Wagner ne dépasse pas 28 millions, mais l'auteur oublie que 200 millions du capital de réserve échangé, auraient été en compte-courant dans les banques étrangères. Mais le dépôt de telles sommes à l'étranger n'est pas admissible, on ne serait pas assez sûr de voir rentrer les quelques millions produits par ces capitaux.

Ainsi les dépenses pour la consolidation de la dette courante auraient atteint plus de 30 millions.

Le Trésor aurait économisé davantage en suivant les conseils de Bunge et de Kaufmann. Le dernier évalue à 40½ millions les dépenses du projet de Bunge et à 42 millions celles de son propre projet. — Il faut dire que dans tous ces projets, au moins 200 millions restaient sans amortissement. Tout retrait des billets de crédit aux moyens d'emprunts aurait poussé les intérêts à une somme de 60 millions par an.

La Banque de l'Etat doit-elle rester une Banque Impériale ou être transformée en Banque par actions?

A cela nous répondrons par les considérations suivantes:

1. Remettre la Banque de l'Etat à une compagnie par actions, c'est remettre le sort de toutes les institutions de crédit du pays aux mains d'un monopole.

La Banque d'Etat présente sous ce

rapport une incontestable supériorité, ce qu'elle n'est pas basée sur un calcul de gain personnel, mais sur des considérations d'intérêt général pour le pays. Entre la compagnie et les banques privées s'élèverait un prompt antagonisme. La compagnie privilégiée tâcherait d'entraver le développement des banques privées.

2. La transformation de la Banque Impériale en compagnie par actions serait un désavantage pour le gouvernement dans le présent plus encore dans l'avenir. Tout ce qui peut être réalisé par la compagnie peut l'être aussi par la Banque d'Etat si elle est bien organisée. Puis cette mutation aliénerait pour un certain temps l'émission des billets. Quand par suite de la prospérité générale du commerce, de l'industrie, les billets en cours de circulation ne semblent pas assez nombreux, la banque serait tentée d'émettre des billets de crédit sans un encaisse équivalent, et le Trésor ne tirerait aucun profit de ces émissions.

3. Il est profitable au gouvernement

d'avoir pour ses opérations considérables une Banque Centrale à lui avec un rayonnement de succursales. Les états actuels avec leurs énormes budgets ordinaires et extraordinaires sont astreints à de grandes opérations financières: le payement des c/o sur les emprunts, la réalisation des engagements, les dépenses pour les travaux publics &c. Toutes ces opérations sont conduites avec un grand profit pour le Trésor par la Banque d'Etat. Si on voulait confier ces opérations à une banque par actions, le gouvernement à lui payer une commission on devrait lui laisser la jouissance des capitaux.

4. Ce serait en outre priver l'état du contrôle des institutions de Crédit. On sait quel rôle considérable elles jouent dans la vie économique du pays. L'Etat se refuserait donc la conduite générale du système financier du pays. Une banque par actions n'étant guidée que par son intérêt propre, on ne saurait lui recommander d'ouvrir des succursales dans les localités où les profits des opéra-

tions ne pourraient ouvrir les frais d'entretien. Au contraire, la Banque d'Etat, se basant sur l'utilité générale doit entretenir des succursales même avec déficit. L'usage des banques d'occident justifie cet argument. On a toujours reproché aux banques d'Angleterre, de France, d'Autriche etc. que les considérations d'intérêt les empêchent d'ouvrir des succursales en nombre suffisant.

5. La Banque d'Etat protégeant les petits producteurs et les commerçants, les défend contre l'exploitation des grands capitalistes; au contraire la Banque par actions, dépendant de grands capitalistes, aurait reçu une direction néfaste. La force écrasante que possède la banque centrale sur le marché peut entre les mains du gouvernement recevoir une direction conforme au développement de la prospérité dans toutes les classes. Aux mains d'une compagnie par actions cette force ne servirait que quelque grand capitaliste.

5. Enfin passons au point essentiel.

Certains trouvent un argument imparable contre la Banque de l'Etat dans le danger de laisser aux mains du gouvernement le droit d'émettre des billets de crédit. Il faut considérer le Trésor Impérial sous deux points de vue:
Le Trésor Impérial étant dans un état de crise est certainement tenté d'émettre une grande quantité de billets; d'où la dépréciation et la cessation du change des billets. Mais l'histoire financière nous montre que dans les crises financières soit la Banque de l'Etat ou soit la Banque centrale par actions ne faisaient aucune distinction et venaient toujours en aide au Trésor. Les banques d'Angleterre, de France, d'Autriche d'Italie faisaient des émissions extraordinaires des billets de crédit pour les besoins du Trésor et cessaient l'échange. Pour une émunération suffisante la Banque par actions se laisserait aller à des émissions excessives. Même l'absence complète d'une Banque centrale et la liberté des émissions n'ont pas empêché

les Etats Unis, souvent leurs guerres civiles de faire des émissions pour les besoins de leur gouvernement. Ainsi l'histoire financière d'Europe et d'Amérique démontre que les banques centrales gouvernementales par actions n'empêchent pas plus les unes que les autres les émissions extraordinaires pour les besoins du Trésor dans les moments difficiles. Non est tout autrement dans l'état normal. Les banques centrales par actions répugnaient au Trésor des ressources extraordinaires quand les affaires s'effectuaient couramment. Il faut en effet dire qu'une banque par actions défend en temps normal ses capitaux contre les tentatives du Trésor. Mais est-ce bien raisonner que considérer le Trésor au seul point de vue des crises pour savoir si c'est à une compagnie par actions privée qu'il faut recourir? Ne peut-on trouver dans les institutions impériales un meilleur critérium? Dans tout pays on peut trouver ou créer une telle institution. En Russie surtout où il en existe déjà une qui n'a besoin que d'être améliorée.

Nos conclusions sont donc que la transmission de la Banque d'Etat à l'exploitation d'une Compagnie par actions aurait des conséquences bien tristes sous tous rapports.

Fin de la seconde partie.

Bième partie

La Banque d'Etat

Son organisation, son fonctionnement et ses opérations.

III

La Banque d'Etat

Son organisation, son fonctionnement et ses opérations.

L'organisation de la Banque est sous la haute surveillance du ministre des finances. Le capital fondamental, fixé d'abord à 15 millions était depuis 1878 de 25 millions et l'est maintenant de 50 millions de roubles. Le capital de réserve a atteint le point légal de 3 millions de roubles. Cette Banque qui fonctionne depuis 1860, et fut réunie en 1858 à la Banque de Pologne, comprend 9 comptoirs et 82 sections, et ces attributions sont de deux sortes, commerciales et financières. Les fonctions commerciales sont en général des opérations de banque, telles que: escompte, prêts sur marchandises, valeurs, dépôts, achat et vente des métaux etc.

Des modifications essentielles apportées aux réglements, nous ne mentionnerons celles qui ont trait aux dépôts. Le défaut des anciennes institutions de crédit qui ne faisaient aucune différence entre les dépôts à vue et les dépôts à terme, fut corrigé dans ce sens que pour les dépôts d'un moins de 400 roubles, remis à 5 ans et plus, on fixa 4% ; pour 10 ans et plus 4½% ; — pour les comptes-courants 3%. En 1877 on abaissa le taux à 2% pour les particuliers et à 1% pour les banques. Quant aux dépôts à temps illimité le taux antérieur de 3% fut abaissé à 2%. En 1891 on cessa de payer des intérêts pour les sommes déposées par les particuliers en comptes-courants.

Les fonctions financières étaient et sont encore en grande partie les suivantes : liquidation des anciennes institutions de crédit ; entreprise de différentes affaires de caisse pour l'Etat, comme le payement des engagements résultant des emprunts ; l'échange des anciens billets de crédit contre de nouveaux, achat d'or et d'argent

pour le fonds d'échange et enfin payements courants pour le compte du Trésor.
D'après le §14 de ses statuts confirmés par la loi de 1843, la Banque n'a pas le droit d'émettre elle-même des billets à moins qu'ils ne soient garantis par un encaisse équivalent d'or et d'argent.
Pour l'émission avec ⅓ d'encaisse qui précéda la guerre de Crimée, il avait fallu le consentement impérial.
Quant à la promesse de l'Etat de ne pas toucher aux fonds ce fut une difficulté que l'on tourna en engageant la Banque à la liquidation des anciennes institution de crédit — pour laquelle il fallut entamer le capital fondamental et l'argent des dépôts, — on dut donc multiplier le papier-monnaie pour répondre aux sollicitations du monde financier. L'effet fut le même que pour précédentes avances directes faites à l'Etat. Quant à l'engagement de liquidation la Banque passant outre à son principe, voici ce qu'on en fit.
La Banque devait amortir peu à peu

les dettes des anciennes institutions de crédit. L'actif se partageait en deux sections et avait deux usages: les prêts hypothécaires et celles de la rente pour l'appropriation des anciens dépôts. La première fut, après l'abolition du servage, mise à la charge des paysans par suite du rachat des terres amortissables en 1932. Les propriétaires reçurent des billets de rachat 5½% et des billets de banque 5%. Le Trésor donna à la Banque pour payer des intérêts et pour réaliser l'amortissement des effets qu'elle devait accepter selon leur valeur nominale même au-dessous du pair. Il en résulta pour la banque un déficit qu'elle devait combler elle-même, et qui était annuellement de 94 millions de roubles. En 1886 la banque fut libérée de cet engagement de liquidation que l'on transmit au Trésor. On subvint au déficit par de nouveaux effets. De plus la Banque avait encore des obligations de dépenses moindres telles que les subventions à l'administration des chemins

de fer et divers payements courants pour le Trésor. Quant au principe de l'inaliénabilité des fonds de la Banque, on le sacrifia en décrétant que les dépôts perpétuels (fondation d'utilité publique, legs aux églises etc.) à partir de 1883 seraient remis au Trésor, avec cette réserve que la Banque n'en aurait pas moins à pourvoir au payement des intérêts. La première condition de validité du papier-monnaie étant la confiance qu'inspire son émission, on voit quel préjudice lui causa cette dérogation aux ordonnances.

Technique de l'émission du papier en Russie.

On émet le papier-monnaie sous deux formes: émissions normales et émissions temporaires. (Les billets de crédit émis à titre définitif sont actuellement de 1,046,281,634 et les billets de crédit émis temporairement en vertu de l'Ukase impérial de 28 Juillet 1891

fond de 75,000,000 — Bilan de la Banque de 1877)
— L'oscillation continuelle des émissions
normales jusqu'à 1879 s'explique par
l'augmentation des billets de crédit
pour l'achat des métaux précieux ;
dans ce but la loi accordait à la
Banque la liberté d'émission. Le
but des émissions temporaires étant d'aug-
menter les ressources des caisses, comptoirs
et sections on en fit pour 358 millions,
lorsqu'il fallut combler les déficits occa-
sés par l'engagement de liquidation.
En 1867 on émit 23 millions de roubles-
papier, sans les faire figurer au compte
rendu comme émission temporaire. On
les inscrivit à part. Ils étaient garantis
par des bons du Trésor (emprunt secret
de l'Etat.). En 1876 on qualifia
„d'émissions temporaires" 78 émissions
directes pour couvrir les indemnités
de guerre. L'Ukase de 1 Janvier 1881 dé-
fendit toute nouvelle émission de bil-
lets de crédit pour des besoins financiers.
D'après cette ordonnance le Trésor que la
guerre d'Orient avait contraint
à une émission de papier excessive

devait payer sans délai à la Banque 17 millions, plus 400 millions par annuités de 50 millions pour éteindre avant 1889 sa dette de 417 millions. Les billets de crédit devaient être détruits à mesure de leur entrée dans les caisses de la banque, jusqu'à ce qu'on ait atteint le chiffre de 716 millions représentant en 1879 les sommes en circulation pour les besoins du pays. Mais après la destruction de 87 millions de roubles on était à court d'argent, l'ukase de 8 Juin 1884 déclara que le Trésor pourrait aussi éteindre sa dette à la Banque par des titres de rentes. A partir de 1885 on n'eût plus à détruire de billets. Outre les 17 millions, le Trésor émit encore à la Banque 150 millions de roubles argent comptant et 250 millions en titres de rente. Sur la dernière somme 77 millions furent réalisés, tandisque 173 millions restèrent parmi les valeurs de la Banque sans produire d'intérêts. Le Trésor est exempté du payement des intérêts.

de la Banque pour cette considération, que la Banque tire profit des billets de crédit garantis par ces titres. En 1888 et 1891 pour augmenter le papier-monnaie, on prit provisoirement les mesures suivantes: l'autorisation de 8 Juillet 1888 accorda au ministre de finances une émission temporaire des billets de crédit sans garantie d'encaisse et au cas de grandes récoltes nécessiteraient un échange plus considérable. En Septembre on émit 30 millions qui furent retirés en Novembre et Décembre. Par la loi de 28 Juillet le ministre fut autorisé à émettre pour 150 millions de nouveaux billets sous garantie d'encaisse pour faire face aux demandes de prêt causées par une mauvaise récolte.

Le <u>Fonds de rachat</u> était fixé par la loi de 1843 à un sixième de montant de la somme émise. Dès 1868 le fonds de rachat dépassa la prescription légale. Mais à partir de 1876, il diminua sensiblement. Quoique

les billets de crédit eussent augmenté par suite de l'émission temporaire. En 1885 il atteignit presque le niveau légal. Une première faute était de mesurer le fonds d'encaisse qu'arbitrairement. C'en fut une autre que d'y admettre encore des valeurs. Celles-ci atteignirent en 1877 une somme de plus de 32 millions. La Banque a à son actif depuis ces dernières années des encaisses considérables et des créances à l'étranger. Il faut aussi considérer comme capital improductif l'accumulation des métaux précieux consignée pour le fonds d'échange alors que les billets n'étaient pas encore échangeables. L'avis du Prof. Wagner (dans son livre: „Papier-monnaie") est que „ dans ce cas la quote-part du fonds servant n'est que d'une importance secondaire." Il n'y voit à côté du papier que des morceaux des métaux très coûteux et inutiles. Il recommande le rachat des billets de crédit au prix du cours tant que l'encaisse métallique le permet.

63.

Cette recommandation nous paraît douteuse ; car la méfiance du public empêcherait la hausse si les billets restaient sans aucune garantie d'encaisse métallique. On comprend donc la justesse des mesures actuelles prescrivant pour toute émission la garantie d'un encaisse équivalent.

Il faut aussi considérer l'importance de l'encaisse métallique pour la Russie sous cet autre rapport que chez elle le trésor de guerre n'existe pas à proprement parler comme en Allemagne, et que dans différents campagnes elle a eu beaucoup à souffrir de l'abus du papier.

Le compte du fonds d'échange est suivant :

1. <u>Fonds d'échange</u> :

Or décompté à sa valeur nominale . Rb 425,000,000

2. Découvert du trésor du chef des émissions de billets de crédit . . . „ 621,281,000

3. Or décompté au prix nominale . . . „ 75,000,000 servant de garantie aux émissions temporaires de billets de crédit en vertu de l'Ukase du 28 Juillet 1891.

Les billets de crédit sont donc suffisamment gagés.

L'Administration de la Banque d'Etat.

La Banque ressortit du ministère des finances sous la surveillance du Conseil des institutions impériales de Crédit, qui est convoqué en assemblée tous les ans, en Avril, pour entendre et approuver le bilan du gouverneur de la Banque et pour répartir les profits d'après les statuts, sur la proposition du ministre.
Le Conseil élit deux délégués de la noblesse et du corps des marchands pour veiller à la stricte exécution des statuts, pour siéger dans les séances de l'Administration de la Banque et pour vérifier ses opérations pendant l'année.
Dans le même but, le Président des Institutions Impériales de crédit désigne après entente avec le Contrôleur impérial, un troisième délégué du contrôle impérial.
La surveillance du Conseil doit s'exercer

sur les objets suivants :

a.) Le payement des intérêts et l'amortissement des billets de banque impériaux.

b.) rentrée régulière à la banque des sommes provenant des emprunts des anciennes institutions de crédit ; comptes avec le Trésor impérial.

c.) opérations d'escompte de la Banque et de ses succursales.

d.) vérification des caisses.

e.) opérations de la section des billets de crédit.

f.) achat et vente de l'or.

Les délégués qui siègent dans l'Administration doivent fournir des rapports sur chaque opération de la Banque.

Les comptes-rendus du gouverneur et les rapports des délégués sont soumis à la vérification préalable du Contrôleur Impérial et de quatre censeurs, élus par le Conseil parmi les membres.

Le Comité, après la vérification du compte-rendu des caisses de la Banque présente son rapport au Conseil.

Toutes dérogations aux statuts de

la Banque doivent être discutées au préalable dans le Conseil des institutions de Crédit pour être présentées à la sanction impériale. Pour les affaires de cette sorte le Conseil est convoqué en assemblée extraordinaire.

Le ministre des finances comme chef immédiat de la Banque, reçoit de l'Administration des relevés hebdomadaires sur l'état des caisses et des bilans mensuels de la banque et de ses succursales.

Le consentement du ministre est nécessaire à l'Administration dans les cas suivants:

a.) vente des billets de la Commission pour l'extinction de la Dette ou des billets du Trésor qui sont à sa disposition.

b.) achat et vente des papiers d'intérêt sur l'Etat, de l'or et de l'argent.

c.) nominations des directeurs dans l'administration de la Banque et confirmation dans leurs fonctions de membres du Comité d'escompte et de prêt.

d.) devis des dépenses sur l'administration et le fonctionnement de la Banque.

e.) service intérieur et organisation

dans l'expédition des affaires, ainsi qu'une autorisation sur tous autres objets mentionnés dans les statuts, nécessitant une dérogation aux règlements.

Administration des Opérations.

L'administration est confiée à un gouverneur, un sous-gouverneur, six directeurs et trois délégués.

L'Administration gère toutes les affaires qui selon les statuts n'exigent pas l'intervention particulière du ministre des finances. Elle fixe le taux d'escompte pour les opérations d'escompte, pour les dépôts, le terme des opérations ainsi que les sommes que l'état des caisses lui permet d'affecter à tel ou tel usage. Toutes les affaires qui ont besoin de l'autorisation du ministre des finances, des conclusions du conseil des institutions de crédit et de la sanction impériale, sont traitées au préalable par l'Administration.

Pour les dépenses d'administration et le traitement du personnel de la Banque et de ses succursales, leur budget est

soumis à l'examen préalable de ce Conseil. Celui-ci en présente le devis à la ratification du ministre. Le compte-rendu détaillé des dépenses de la Banque ainsi que le compte des profits et pertes et le bilan annuel des opérations sont approuvés d'abord par l'Administration.

Le gouverneur signe tous les papiers au nom de l'Administration, avec le directeur compétent, sous le contre-seing du directeur de la chancellerie. Il passe, après la ratification de l'administration, tous les contrats et conventions et exécute les décisions de l'Administration. Il doit sauvegarder les droits de la Banque et surveiller le contentieux.
Selon les observations du gouverneur et l'avis des membres du comité d'escompte, l'administration dresse la liste des personnes accréditées auprès de la Banque avec la fixation du montant du crédit. Cette liste doit être revisée tous les trois mois.
Le gouverneur préside. A égalité des voix, la décision dépend de son opinion.
Il est tenu de dresser un rapport annuel qu'il présente au nom de l'administration en deux exemplaires l'un pour le ministre

des finances, l'autre pour les délégués.
Il a le droit d'imposer aux directeurs la surveillance de telle ou telle mission sur tous objets concernant les opérations de banque.
Les directeurs peuvent être mandés à Pétersbourg pour les affaires de la banque ainsi que pour l'inspection et l'administration temporaire des succursales de la Banque.
Hors de Pétersbourg les directeurs ne peuvent être déplacés que par décision ministérielle.

Les délégués du Conseil des Institutions Impériales de Crédit.

Les délégués élus par la noblesse et le corps des commerçants, s'engagent par écrit à l'observation des statuts de la Banque et au secret professionel. Ils examinent toutes les opérations de la Banque et peuvent exiger à tout moment le relevé des caisses, contrôler les comptes, les livres et surtout les conditions des prêts effectués. S'ils ne trouvent pas ces engagements conformes

aux réglements de la Banque, ils doivent communiquer leurs observations à l'administration de la Banque.

Ils siegent au Conseil d'administration sans droit de vote et peuvent faire des propositions sur les mesures qu'ils croient nécessaires pour la plus grande sureté des intérêts de la Banque.

Quand les gouverneur leur remet le rapport de l'année écoulée, ils doivent le vérifier dans les trois semaines et donner leurs conclusions sur les opérations au Conseil des institutions impériales de Crédit; elles sont ensuite soumises à l'approbation du ministre, des délégués et du Conseil.

Les affaires sont décidées par l'Administration à la majorité des voix.

Le Gouverneur de la Banque

le sous-gouverneur et les directeurs.

Toute la partie exécutive ainsi que la surveillance de toutes les opérations de la banque et de ses succursales, et l'expédition des affaires ressortent du

71.

Gouverneur.

Il est nommé par l'arrêté impérial sur la proposition du Sénat, et le sous-gouverneur par l'arrêté impérial sur la proposition du ministre des finances.

Les directeurs sont nommés par le ministre des finances sur la proposition du Gouverneur de la Banque.

Le Gouverneur, le sous-gouverneur ni les directeurs ne peuvent emprunter à la Banque, ni présenter eux-mêmes ni recommander à l'escompte les lettres de change des commerçants avant leur approbation par les membres du comité d'escompte et de prêt.

Les nominations, les mutations et les congés de tous les employés, sauf le directeur dans la banque et dans les succursales doivent être notifiées par le gouverneur.

Les séances de l'Administration ont lieu régulièrement une fois par semaine. Le gouverneur peut convoquer l'administration en séance extraordinaire.

Pour la validité de la séance, il faut

la présence de 7 membres et dans ce nombre un délégué du Conseil.
Le gouverneur de la Banque, le sous-gouverneur et les directeurs, lors de leur entrée en fonctions, s'engagent par écrit à garder le secret sur les affaires et les comptes des particuliers.
Pour assurer les employés contre les accidents et les secours, l'Administration a le droit d'organiser une caisse de retraite mutuelle d'assurance de pensions viagères.

Le Comité d'escompte et de prêt.

A coté de l'Administration de la Banque, il existe un comité d'escompte et de prêt pour la vérification des lettres de change, l'évaluation des marchandises engagées, l'examen des crédits.
Ce Comité est recruté parmi les membres les plus expérimentés et les plus considérés du corps des marchands.

En font aussi partie : le gouverneur, le sous-gouverneur, deux directeurs, quatre commerçants élus pour deux ans par le corps des marchands de deux premiers guildes.

Les membres du corps des marchands sont au nombre de huit : soit quatre élus par la mairie pour le marché intérieur et quatre par le comité de la bourse des marchands pour le marché étranger. Ils siégent au comité à tour de rôle et onze jours, fixés pour l'escompte et le prêt.

Les membres du comité se renouvellent par moitié toutes les semaines.

L'obligation de siéger à la Banque pour chacun d'eux ne dure plus de deux semaines consécutives.

Tous les ans sortent quatre membres du corps des marchands, deux de ceux élus par la mairie et deux de ceux élus par le comité de la bourse. Pour la première fois ils sont désignés par le sort. Les membres sortis au sort peuvent être réélus.

Les membres du comité, pendant tout le temps de leur fonction, sont exempts de tout autre service civil et jouissent de mêmes prérogatives et distinctions que les directeurs.

A leur entrée en fonction les membres du corps des marchands, s'engagent, en présence de l'administration à agir selon leur conscience et sans partialité et à garder le secret sur les affaires de crédit.

Les membres du corps des marchands ne sont soumis à aucune responsabilité pour les conseils et observations qu'ils fournissent sur les lettres de change ni pour l'appréciation des marchandises.

Fin de la 3ième partie

4ième partie.

Réformes à faire.

77.

4ième partie

Réformes à faire.

1. Les dépôts.

La Banque d'Etat est autorisée à accepter un nombre illimité de dépôts, ce qui n'est permis à aucune autre Banque d'Europe. Cela s'explique par cette raison que la Banque d'Etat n'ayant pas le droit de faire des émissions, ses dépôts constituent une de ses ressources.
Les dépôts se divisent en deux groupes: dépôts en garde et dépôts à jouissance:
Les dépôts en garde n'ont aucune importance comme moyens de roulement, étant inaliénables.
Les dépôts à jouissance sont soit perpétuels, soit à terme, soit dépôts à vue et soit en compte-courant.
a.) Les dépôts perpétuels sont ordinairement des capitaux destinés aux établissements de bienfaisance, de charité etc.
Ce genre de dépôts est certainement plus

ferme et pour cette raison le taux en est plus élevé. Ces dépôts sont convertis en rente sur l'Etat. On délivre en échange des billets 4% malgré les §8 et §9 des statuts selon lesquels les capitaux confiés à la Banque ne peuvent être convertis en revenus impériaux.

b.) <u>Dépôts à terme</u>. Ce genre de dépôt est une ressource plus sûre pour le roulement, parce que la Banque en peut disposer librement tant qu'ils restent dans ses caisses. Pourtant les conditions d'acceptation rendent leur accroissement difficile. La somme minimum (400 roubles) est très élevée et les termes pour lesquels on les accepte (5 à 10 ans) sont trop longs. Nous croyons que les dépôts à terme sont les seuls sur lesquels la Banque de l'Etat doive payer des intérêts. Il est regrettable que ce genre de dépôts les plus solides pour toutes opérations ne constituent qu'une partie insignifiante de l'ensemble des dépôts à jouissance.

c) Dépôts à vue. Les dépôts à vue sont déposés pour un temps illimité. En vérité, leur retrait est bien soumis à certaines conditions: 1 avis préalable, 2 payement des intérêts pour les mois entiers seulement et du 1er au 1er. Mais la vraie raison pour laquelle on paie des intérêts, c'est tout simplement le défaut d'autres moyens propres de roulement. Avec le développement des comptes-courants ces dépôts doivent disparaître.

d) Les Comptes-courants.

Les capitaux en compte-courants doivent être disponibles par chèques en entier ou en partie à toute réquisition; c'est ordinairement de l'argent de caisse destiné aux payements. Ils ne contribuent que médiocrement à la solidité de la Banque. Il est dangereux d'opérer avec ces capitaux, parce que d'une part la Banque est forcée de ne les placer qu'en tout repos, par conséquent avec un risque pour elle, — d'autre part elle doit

toujours être prête à les délivrer ce qui exige un fonds de caisse considérable. Si les banques d'occident opèrent heureusement avec les capitaux en compte-courant, c'est qu'elles disposent d'une grande quantité des placements à brève échéance. Puis c'est un usage très fréquent dans l'occident de placer en compte-courant les sommes dont on veut garder la disposition. Les payements des intérêts par la Banque sur les capitaux en compte-courant, ne pouvait être expliqué que par l'absence des capitaux propres au roulement. D'abord la Banque ne payait pas d'intérêts sur les comptes-courants, mais à partir de 1864 ayant besoin de capitaux pour son roulement, elle institua un taux élevé pour les capitaux en compte-courant qui commença à diminuer à partir de 1870. Puis on cessa de payer des intérêts sur les comptes-courants à partir du 1 Juillet 1889.

L'expérience a démontré que la suppression du payement des intérêts sur les comptes-courants n'a pas diminué la somme des capitaux autant qu'on pouvait le prévoir.

De tout cela nous concluons que la Banque d'Etat quand elle possède ses capitaux personnels de roulement ne doit payer d'intérêts que sur les dépots à terme qui peuvent lui servir pour des opérations.

2. Prêts sur propriétés immobilières.

a.) Prêts sur propriétés de ville et de campagne.

Cette forme de crédit existe à la Banque et reçoit même un développement considérable. Le crédit d'hypothèque a cette grande importance économique qu'il favorise la mobilisation des propriétés. Mais nous ne pouvons accorder que le développement de ce crédit doive intéresser la Banque de l'Etat. Elle ne peut en effet, sa destination étant de

régulariser la circulation de l'argent, engager ses capitaux dans des placements longs et difficilement réalisables. De toutes les banques centrales la seule banque d'Autriche-Hongrie prête sur des propriétés rurales et cette opération a lieu dans une section à part.
Notre avis est que ces opérations devraient être transmises à la Banque de la Noblesse et celle des Paysans.

6). Prêts à des entreprises industrielles.

Quoique ce crédit ait une grande importance pour le développement industriel du pays et surtout en ce qu'il permet aux petits fabricants de soutenir concurrence avec les grands. Mais quelque important que soit le développement de ce crédit, nous ne pouvons admettre qu'il entre dans l'activité normale de la banque centrale, comme le crédit rural, à cause de sa longue durée.

3. Prêts sur la propriété mobilière.

Le prêt sur valeurs a une grande importance

financière et économique. Il en fait une telle place dans la Banque d'Etat qu'il entrave les autres opérations de crédit. Il faudrait donc le restreindre. Le développement date du milieu de ce siècle, quand les marchés d'argent se sont remplis de valeurs émises par les sociétés par actions, les compagnies des chemins de fer etc. Cette opération se divise maintenant en deux parties:

<u>prêts, proprement dit, sur titres</u> et <u>avances en comptes-courants spéciaux</u> sur titres et sur effets de commerce. Les avances en compte-courant se distinguent des prêts ordinaires en ce qu'elles se font non seulement sur gage de valeurs, mais aussi sur des effets de commerce, et qu'elles ont un caractère de dépôt à vue. Le créancier ne paie pas pour toute la somme du crédit ouvert, mais seulement pour la somme dont il avait besoin. Le client a le droit d'arrêter le compte-courant quand il lui plaît et la Banque au bout de trois mois.

Ces comptes-courants se distinguent surtout de ceux pratiqués dans les banques centrales d'occident (on call) par ce fait qu'ils causent préjudice à la Banque d'Etat. Dans ces prêts on call la banque peut exiger le rachat du gage en tout temps, l'emprunteur étant prévenu par une notification. Dans le cas de non rachat, la banque peut disposer du dépôt. Puis en faisant les avances, la banque se règle d'après ses capitaux disponibles et des payements imminents. Elle s'y conforme pour statuer sur le taux des avances. Ces conditions n'existant pas dans la Banque d'Etat le compte-courant spécial y est plein d'inconvénients.

Nous pouvons donc dire que ces opérations exigent une réforme parce que: 1) elles ne contribuent pas au développement de la richesse nationale et qu'elles ne servent que dans des cas exceptionnels au développement du commerce ne revêtant le plus

souvent aucun caractère de consommation ou de spéculation. Le producteur ou le consommateur n'a pas besoin de s'adresser au crédit sur gage parce qu'il lui est plus commode et moins coûteux de se servir des billets de change.

2). ces sortes de prêts (surtout en compte-courant spécial) exercent une influence pernicieuse sur l'épargne nationale parce qu'ils contribuent au développement considérable de la spéculation. L'épargne nationale au lieu de fructifier est employée aux jeux de bourse.

3). Ils ont encore de grands inconvénients pour la Banque. Elle est toujours menacée de ne pouvoir réaliser sans pertes les titres déposés à la suite de la baisse du cours. Puis il est très onéreux pour la Banque d'être contrainte à garder du numéraire dans ses caisses en grande quantité pour pouvoir faire face aux demandes.

4) Le développement considérable de ces opérations fait négliger les autres

ayant une plus grande importance économique.

En résumé, il faut alors supprimer l'opération des comptes-courants spéciaux parce que pour les placements solides des titres les prêts ordinaires suffisent. Il faut établir une certaine limite qu'on ne pourrait dépasser que dans des cas exceptionnels.

4. Prêts sur marchandises.

La Banque d'Etat prête sur certaines marchandise qui servent surtout à l'exploitation (lin, métaux, charrues etc). On ne prête que de 1 à 6 mois. Toute prolongation du terme pour au plus trois mois exige le consentement du comité d'escompte et de prêt. Les avances vont de 50% à 60% de la valeur des marchandises. Cette sorte de prêt sur marchandises ne se fait qu'à Pétersbourg et dans deux ou trois comptoirs. Cette forme de prêts n'a pas reçu le développement nécessaire, parce que la Banque d'Etat ne fait des avances

immédiates que sur marchandises. D'une part, elle est onéreuse pour la Banque et de l'autre très incommode et peu accessible aux emprunteurs. La Banque centrale ne peut et ne doit entrer dans les détails de l'estimation des marchandises, ni veiller à leur garde, ni les aliéner dans le cas de non payement au terme etc. Tout cela devrait être l'affaire d'un contentieux, sous la responsabilité duquel la banque ferait des avances, en escomptant les bulletins délivrés par les compagnies de chemins de fer et les magasins. La Banque a compris l'irrégularité de cet état des choses et prête maintenant sur warrants de marchandises déposées dans les magasins généraux; on accepte les warrants de ces sociétés qui s'engagent à combler le déficit en cas de vente. Les prêts sur warrants ne sont autorisés que pour certaines marchandises: métaux, sucre cuir, chanvre etc.

Les avances sont fixées par le comité d'escompte, à raison de 50 à 60% de la

valeur des marchandises.
Les assemblées provinciales pourraient rendre service à la population sous le rapport des cautions agricoles pour les prêts sur marchandises, en établissant des dépôts de grains ruraux, en assurant leur surveillance, et en se portant garantes sur les grains entreposés. Par ce moyen les agriculteurs ne seraient plus contraints de livrer leurs marchandises à un prise quelconque, et pourraient attendre l'occasion d'une vente à meilleurs conditions.
Ainsi de tous les prêts opérés par la Banque d'Etat ce sont les prêts sur marchandises qui demanderaient la plus grande extension.

5. Opérations d'escompte.

a.) Crédit personnel :
Escompte d'effets à une signature.

Quoique cette sorte de crédit ne puisse pas entrer dans la sphère normale de l'activité de la banque centrale, la

90.

Banque d'Etat a pu pratiquer cependant ce genre de prêt en escomptant les effets des propriétaires fonciers (d'après le bilan 1897 21,828,018 roubles). Cette sorte de crédit est une infraction aux règles fondamentales d'une banque centrale. En 1889 la commission de révision a constaté que les protêts de ces effets atteignirent 2% de toutes les sommes de ces escomptes tandisque les protêts des effets commerciaux n'atteignirent pas 0,37% c.a.d que le risque de ce crédit pour la Banque dépasse 6 fois celui du crédit sur effets commerciaux. Sans doute ce crédit est très onéreux — Elle prête aussi à des artisans jusqu'à 200 roubles (Industrie domestique). — Ce crédit ne peut atteindre un grand développement, en outre il n'est pas du ressort de la Banque. Il n'est guère possible que pour la Banque d'Etat qui a des succursales dans chaque colonie de 70 âmes et des agents dans presque tous les villages.

b. Opérations d'escompte.

Les opérations doivent occuper la première place dans chaque banque et tous les efforts doivent tendre à leur développement. Il est regrettable qu'elles n'aient reçu cette extension ni dans les banques privées ni dans la Banque d'Etat.
Cela tient à l'insuffisance du fonctionnement. On s'en rend compte en considérant les comités d'escompte, le minimum de valeur d'un effet ainsi escompté, les échéances et les taux.
Les comités d'escompte qui doivent évaluer la qualité des effets, ne fonctionnent pas bien. Hors des fonctionnaires, il entre dans ces comités des représentants du gros commerce; il faut que les petits industriels y soient aussi représentés, parce que dans l'état actuel des choses l'accès au crédit leur est difficile. Il faudrait faire figurer également dans les comités des représentants de la propriété foncière, de la petite industrie et de

toutes les branches du commerce.
Il faut donc augmenter le nombre des membres. On a vu les comités refuser crédit à des clients solvables par le seul motif qu'ils ne les connaissent pas.
Les petits industriels auxquels on refuse l'escompte, sont forcés d'acheter très cher la garantie des capitalistes connus.
6) Le minimum du montant d'un effet de commerce accepté à l'escompte par la Banque d'Etat est très élevé.
La somme moyenne escomptée à la Banque, varie de 1,078 à 1,735 roubles et dans les comptoirs - de 1,150 à 2,290.
Pourtant les petits effets doivent être préférés parce que la solvabilité des grands effets est moins assurée. Il faut imiter la Banque de France qui a abaissé la proportion moyenne d'une lettre de change de frcs 1,413 (en 1870) à frcs 754 (en 1891). En 1891 la Banque a escompté 19,380 effets à frcs 10-; 745,500 effets de 11 à 50; et 1,053.000 effets de 51 à 100, tandisque aucun de ces effets ne pourrait être escompté par la Banque d'Etat.

a) <u>L'échéance</u> ne correspondait pas aux conditions économiques de la Russie.
Il n'y a pas longtemps que l'on a permis à la Banque d'accepter des effets à une échéance de plus de 9 à 12 mois.

c) <u>Le taux d'escompte</u> est en général assez élevé, puis il ne possède pas assez la faculté de varier selon les conditions journalières du marché d'argent; quoique selon les réglements la Banque doive déterminer tous les quinze jours le taux d'escompte, ce taux dans la pratique reste stationnaire pendant une longue durée.
Il y a peu de temps seulement le ministre des finances ordonna que la proportion du taux d'escompte serait conforme dans chaque localité aux conditions du marché qu'on la modifierait plus souvent pour les effets et qu'on l'élèverait davantage pour les longues échéances.

En résumé:

1.) la réforme de la Banque de l'Etat doit porter sur l'organisation d'un large système impérial de crédit qui doit pour but d'accroître la prospérité nationale et de préparer activement le terrain pour une reprise durable du payement en espèces.

2) la Banque d'Etat doit rester Institution Impériale.

3) les rapports de la Banque d'état avec le Trésor doivent rester sous le contrôle incessant des Institutions Impériales de crédit.

4.) Le capital de la Banque doit être augmenté de 100 millions rubles et n'être déplacé que le moins possible car il faut qu'il reste à la disposition de la Banque pour opérer sur le marché d'argent.

5.) La Banque ne doit payer d'intérêts que sur les dépôts à terme.

6). Les prêts sur propriétés immobilières et sur établissement industriels ne rentrent pas dans ses fonctions.

7.) Les prêts sur valeurs doivent être limités, les avances en comptes-courants spéciaux sur titres et effets de commerce doivent être supprimées

8.) Les avances sur marchandises doivent être déterminées par le contentieux, d'après les bulletins de transport ou de dépot.

Fin de la quatrième partie.

3ième partie.

Mesures adoptées pour préparer la reprise des payements en espèces.

5ième partie

Mesures adoptées pour préparer la reprise des payements en espèces.

Le ministère russe à partir de 1893 a entrepris une série d'essais en vue de réformer le système monétaire.
En Janvier 1893 furent édictés les réglements de prohibition concernant les établissements de crédit qui participaient aux spéculations des agioteurs étrangers sur le cours du rouble.
En Mars de la même année on imposa l'exportation des roubles à l'étranger.
En Juin on interdit les transactions d'achat et de vente à terme de l'or faites dans le but de spéculation.
Et en Mais 1895 furent édictés les réglements sur les transactions en monnaie

d'or. D'après ces réglements on décida que pour les transactions faites en monnaie d'or russe le paiement s'effectuerait soit en monnaie d'or selon la somme désignée par les transactions, soit en billets de crédit suivant le cours de l'or au jour du payement.

Cette ordonnance a son importance: c'est la déclaration d'une lutte inutile, dans des conditions actuelles, pour le rétablissement de la valeur nominale du billet de crédit.

Pour compléter cette ordonnance on a permis en même temps d'accepter de la monnaie d'or pour le payements dans les perceptions d'accise.

Et en Novembre 1895 suivait l'ordre d'accepter la monnaie d'or pour les payements administratifs, dans toutes les caisses de l'Etat au cours déclaré d'avance par la Banque.

Alors les opérations sur la monnaie d'or ont reçu de ce moment un vaste champs d'activité et il fut ouvert

dans l'intérieur de la Russie un grand marché aux opérations faites avec cette monnaie qui n'avaient été jusqu'à ces jours qu'un objet de spéculation.

Pour faciliter la circulation de l'or et lui rendre accessible, la Banque d'Etat dès le 17 Juillet 1895 commença l'émission des quittances de dépôt métalliques en échange des valeurs métalliques acceptées par le particulier, comme: la monnaie d'or russe et étrangère, coupons, obligations sorties au tirage, billets de banque étrangers, lingots d'or.

Toutes ces mesures avaient pour but de préparer la réforme de la circulation monétaire, comme le dit l'ordonnance impériale de 1 Janvier 1896.

D'après les renseignements des journaux, quoiqu'il n'y ait encore rien d'officiel, on peut dire que la réforme monétaire s'opérera comme suit:

1.) Il sera ouvert un échange libre des billets de crédit en or; mais pour chaque rouble de crédit on ne recevra pas toute

sa valeur nominale c.a.d. 100 Kopeks d'or, mais seulement 2/3 de cette valeur. — 66 2/3 Kopeks d'or.

2. La somme des billets de crédit en circulation ne sera pas diminuée; au contraire on établirait qu'un milliard de billets de crédit peut circuler sans la garantie d'un fonds d'échange d'une moitié; seulement, les émissions au-dessus d'un milliard exigent une garantie d'encaisse équivalente.

Le réglement replace dans le fonds d'échange 750 millions roubles d'or; il y a possibilité d'étendre la circulation fiduciaire jusqu'à 1,250 millions de roubles, c.a.d. de l'augmenter de 129 millions.

3). Comme étalon il n'y aurait que la monnaie d'or. Le système double-bimétallisme- sera remplacé par un système unique - monométallisme.

4.) Le rouble-or et ses dérivés au degré ascendant (impériale et demi-impériale) et au degré descendant

(50 Kopeks, 25 Kopeks etc) devront réduit d'un tiers ; cela ne veut pas dire qu'ils contiendront un nombre inférieur de Kopeks : il y aura le même nombre de Kopeks que maintenant, mais chaque Kopek sera réduit d'un tiers.

5.) L'opération d'émission sera confiée à la Banque d'Etat qui sera autorisée à émettre des billets de crédit, seulement pour les besoins commerciaux sous condition que les billets soient garantis par un fonds d'échange.

Fin de la 5ième partie.

6ième partie.

Annexe.

Annexe

à la premiere partie

du travail

Tableau de l'emission des papiers-monnaie en Russie, pendant la durée de leur institution.

	Circulation en fin d'année en millions	Cours du rouble en métal		Circulation en fin de guerre en millions	Valeur du rouble en métal		Circulation en fin de guerre en mil. Lires.	Valeur du rouble en métal
1769	2,6	99	1800	212,7	66¼	1831		26¼
1770	6,4	99.	1801	221,5	71⅖	1832		27½
1771	10,7	98.	1802	230,5	80.	1833		
1772	14,0	97	1803	250,0	79½	1834		
1773	17,8	98.	1804	260,0	77	1835		
1774	20,1	100.	1805	292,2	73	1836	595,8	27¼
1775	21,5	99	1806	319,2	67½	1837		
1776	23,0	99.	1807	382,3	53¾	1838		
1777	23,0	99.	1808	477,4	44⅔	1839		
1778	23,0	99	1809	533,2	43⅔	1840	réforme du Rouble 194,3	10,4
1779	23,0	99	1810	579,4	25¾	1841	207,2	100,4
1780	24,5	99.	1811	581,4	26⅖	1842	214,0	97,9
1781	27,4	99	1812	645,9	25⅘	1843	228,5	97,5
1782	33,3	99	1813	749,3	25⅘	1844	232,6	98,9
1783	36,7	99	1814	798,1	20.	1845	253,1	98,5
1784	40,2	98	1815	825,8	20.	1846	265,5	99,2
1785	45,3	98	1816	831,4	25⅓	1847	310,4	98,7
1786	46,2	98	1817.	836,0	25⅙	1848	311,2	95,2
1787	100,0	97	1818.	798,0	25¼	1849	301,9	96,2
1788	100,0	93¾	1819.	719,3	26¼	1850	302,2	99,2
1789	100,0	91¼	1820	685,1	26⅓	1851	304,2	98,4
1790	111,0	87.	1821	651,6	25⅓	1852	311,3	99,5
1791.	117,0	81⅓	1822	606,6	26¼	1853	333,4	100,4
1792	120,0	79⅓	1823		26⅖	1854	356,3	94,3
1793	124,0	71	1824		26½	1855	511,1	93,4
1794.	145,6	68½	1825		26⅔	1856	689,2	98,3
1795.	150,0	70½	1826	595,8.	26⅓	1857	735,3	95,9
1796	157,7	79	1827.		26⅚	1858	644,6	93,3
1797.	163,6	73.	1828		26⅚	1859	638,2	94,1
1798	194,9	62½	1829		27¼	1860	713,0	92,6
1799	210,0	65½	1830		26⅓	1861	713,6	87,2

	Circulation du papier monnaie en millions	Rapport du numéraire en %		Circulation du papier-monnaie en millions	Rapport du numéraire en %		Circulation du papier-monnaie en millions	Rapport du numéraire en %
1862	691,1	9,1	1876	790,0	8,9	1889		66,0
1863	636,5	9,8	1877	1039,9	6,4	1890	1046,3	72,0
1864	679,5	8,5	1878	1188,1	6,7	1891	1046,3	
1865	678,0	8,6	1879	1162,5	6,1	1892	1121,3	
1866	709,0	7,6	1880		6,4	1893	1196,3	
1867	691,5	8,5	1881	1133,5	6,7	1894	1196,3	
1868	724,4	8,2	1882		6,3	1895		
1869	732,1	7,9	1883	1103,5	6,8			
1870	757,2	7,3	1884	1073,5	6,2			
1871	772,9	8,4	1885		6,4			
1872	771,0	8,9	1886	1046,4	5,9			
1873	797,0	8,0	1887		5,6			
1874	797,3	8,0	1888	1046,3	5,9			
1875	797,3	8,6						

Années Réserve

Tableau N2.

Déficits occasionés par la dépreciation du rouble papier

	Papier-monnaie émis en millions	Cours du rouble en métal	déficit en mill. livres roubles	Le tout déficit pour toute la période en millions	
1. Pendant le règne de Catherine II					
1769 - 1778	23,5	98,7	16,5		
1779 - 1788.	76,5	97,9	53,0		98,4
1789 - 1796	57,7	98,5	28,9		
2. Pendant le règne de Paul I jusqu'à la réforme Kancrine					
1797 - 1806	161,5	71,6	69,4		
1807 - 1816	512,2	31,0	12,3		81,7
3. A partir de la réforme Kankrine jusqu'à 1890.					
1844 - 1853	110,9	98,4	42,1		
1854 - 1863	303,1	93,1	98,8		
1864 - 1873	169,5	81,9	34,3		
1874 - 1883	306,5	70,4	30,3		
1884 - 1890	17,8	62,5	0,4		205,9
		en tout			386,0

Tableau N 3.

Oscillations du cours du rouble

	Paris	Berlin	Londres	Amsterdam	Petersbourg (1870)
Sur Amsterdam . . .	1,12% ;	0,77% ;	1,91% ;	— ;	20,21%
" Berlin	1,08% ;	— ;	0,54% ;	0,90% ;	19,50%
" Londres	0,84% ;	0,44% ;	—	0,58% ;	20,11%
" Paris	— ;	0,68% ;	0,76% ;	0,52% ;	20,23%
" Petersbourg . . .	22,18 ;	21,07 ;	21,91% ;	18,18% ;	—

1[illegible].

Annexe

à la 2ième partie du travail.

Institutions de crédit en Russie avant la création de la Banque d'Etat.

Les institutions russes de crédit étaient: 1) impériales 2) gouvernementales, 3) communales et 4) privées; ces dernières existaient avec l'autorisation du gouvernement.
La plus ancienne de ces institutions est la Banque d'emprunt impériale, fondée par l'impératrice Elisabeth (par l'ukase de 13 Mai 1754). Cette banque comprenait deux comptoirs, un pour la noblesse, l'autre pour les marchands. Le premier prêtait sur propriétés, fabriques, maisons et le second prêtait sur marchandises. Sous Catherine II avec l'émission des assignats le service de la Banque impériale d'emprunt fut attribué au comptoir de St. Petersbourg. Le comptoir de Moscou fut supprimé et ses capitaux

transmis à la succursale de ce comptoir. En 1797-98 a été fondé la Banque Impériale auxiliaire pour la noblesse qui ne prêtait sur gages qu'avec ses propres billets; cette banque a été incorporée en 1802 à la Banque Impériale d'emprunt par l'ukase de 19 Septembre 1799 qui est dans le recueil général des lois sous n°19, 120 on a prescrit de tenir aux déposants 5% et de percevoir sur les prêts 6%. La Banque Impériale d'emprunt a cessé de prêter sur gage en 1812. Jusqu'à 1824 les emprunts n'ont été autorisé que par ordonnance impériale.

La Banque de commerce qui a été fondée en 1754 a été supprimée par l'ukase de 6 Octobre 1782 et ses fonds ont été versés à la Banque de Noblesse de St. Pétersbourg, mais en 1797 par l'ukase de 18 Décembre furent fondés auprès la Banque d'assignats des comptoirs d'escompte, l'un pour les lettres de change, l'autre pour les marchandises.

Par l'ukase de 17 Mai 1817 fut fondée la Banque de Commerce qui fonctionna

à partir du 17 Janvier 1818 ; les comptoirs de compte furent fermés et à leur place furent ouverts des comptoirs de cette banque à Moscou en 1818, à Arkangelsk et à Odessa en 1819, à Riga en 1820, à Kiew en 1838.

La Banque d'assignats. En 1768 Cathérine II fonda à Pétersbourg et à Moscou des banques qui émises des assignats.

La Banque de Finlande, fondée en 1811, pour les prêts.

La Banque de Pologne, fondée en 1829, agrandie en 1834, acceptait aussi des dépôts, des capitaux avec intérêts et fit des prêts.

La Banque de la Noblesse de la Baltique fondée en 1802.

La Banque d'Oriel fut fondée en 1793 et reformée en 1814.

Banques privées.

La Banque de Lavinsk, fondée en 1817 par le négociant Lavine de Moscou dans le village Lubutscha, le gouvernement de Rasan.

Caisse de dépôt du gouvernement de Vilensk dans les petites villes de Slavonte et Belgorod.

Banque Anfilatow fondée par le négociant

Anpilation en 1809.

Banque de Savine fondée à Ostaschkow, dans le gouvernement de Twer, en 1818 par le négociant Savine.

Banque du conseiller de commerce Popow à Wereschotunje, dans le gouvernement de Perme, à la même année.

Les Caisses de dépôt et de prêt auprès les hospices de Moscou et de St. Pétersbourg ont été incorporées aux Institutions Impériales de crédit en 1817.

Les bureaux de bienfaisance qui administraient les capitaux des établissements de charité appartenaient aux institutions gouvernementales.

Situation de la Dette Impériale.

Chiffres d'affaires des institutions impériales de crédit, au 1er Janvier 1860, c.a.d. au moment de l'ouverture de la Banque d'Etat.

Commission Impériale pour l'extinction de la Dette

En 1859 les dettes suivantes étaient inscrites au Livre de la Dette Impériale.

Dettes à terme

Extérieurs:

5%	florins holl.	45,187,000
4½%	Livres anglais	4,620,000
4%	Roubles	45,721,500.
5%	"	18,307,000.

Intérieurs:

Emprunts aux Banques de dépôt Roubles. 154,116,786.

Dettes à vue.

Extérieurs:

5% . . . . . Roubles 168,126,960.

Intérieurs.

6% . . . . . Roubles 73,997,608.

Il a été payé pour les Dettes à terme.

Extérieurs:

florins hollandais	2,266,000.
Livres anglais	110,000.
Roubles	2,878,500.

Intérieurs.

Roubles . . . . . 794,544.

Transport sur l'ancienne Banque d'Emprunt - Roubles 24.547.780.

Pour les autres dettes:

avec banques extérieurs . . . . . Roubles 260

" " intérieurs . . . . . " 3.761.

Au cours de l'année 1859 il a été inscrit au Livre de la Dette Impériale:

Au chapitre des dettes à vue:

Extérieurs:

Emprunt de 20 Mars 1859 . . . . . Livres anglais 7.000.000

Intérieurs.

Somme concertée en dépôt pour les billets d'intérêts perpétuels . . . Roubles 22.863.000.

Dettes à vue.

Emprunt à la Banque de dépôt de Moscou Roubles 985.000.

Outre de ces virements, il y'en avait encore en 1860 des dettes à terme:

Extérieurs:

florins hollandais 42.921.000

4½ % . . . . . Livres anglais 4.570.000.

4% . . . . . Roubles 44.166.000.

5% . . . . . " 16.975.000.

Intérieurs.

Emprunts aux Banques de dépôt . . Roubles 129.759.492.

Dettes à vue.

Extérieurs:

5% . . . . . Roubles 168.126.700.

5% . . . . . £ anglais 7.000.000.

Intérieurs.

6% . . . . . Roubles . 73. 993. 847.

4% en billets d'intérêts perpétuels " 22. 863. 658.

Total Roubles 355, 012. 127.

Soit sur l'année 1858 un excédent de " 39, 024. 115.

Ancienne Banque d'Emprunt.

Capital de l'ancienne Banque d'emprunt sous différents titres: . . . . . Rb. 15. 236. 652.

Y compris le capital de réserve . . Rb. 9, 486, 743.
Dépôts en 1859 . . . " 378, 376, 321.
En excepté ceux transmis par la Banque de Commerce . 212. 597. 690 } " 165. 778. 631.

En 1859 ont été versés Rb. 58, 934, 255
" excepté ceux transmis de la Banque de Comm. " 6, 043, 235.
et par la Commission pour l'extinction de la Dette " 13, 400, 000 } . . . " 39, 491, 020.

Intérêts non réclamés Rb. 12, 697, 191
en excepté, . . . " 6, 822, 431
reportés sur le dépôt de la Banque de Commerce } . . . . . " 3. 874, 760.

Ont été délivrés . . " 130, 193. 000
en excepté. " 50, 338, 086
transmis à la Banque de Comm. }
et en excepté, transmis } " 5, 000, 000
à la Com. p. l'extinct. de la Dette } " 74, 854, 922.

Intérêts payés sur les dépôts délivrés " 1, 752, 879.

En 1860 les dépôts restants étaient Rb. 317, 814, 759.
en excepté ceux transmis à l'Imp. Bq. " 170, 125, 270.
et à la Com. p. l'extinc. de la Dette " 8, 400, 000 } " 134, 289, 489.

Ancienne Banque de Commerce.

Capital en 1860	Rb. 8,571,428.
" de réserve	" 1,770,334.
	Rb. 10,341,762.

Dépôts en 1859

pour transferts	" 3,050,922.
pour produire des intérêts	" 240,318,286.

Capitaux entrés en 1859.

pour transferts	Rb. 34,984,386.
pour produire des intérêts	" 68,741,162.
dépôts retirés et transférés	" 36,192,844.
retrait de dépôts à intérêts	" 110,993,754.

Dépôts laissés en 1860.

dépôts de transfert	" 1,842,464.
" à intérêt	" 198,065,494.

Remis:

Sur l'escompte des lettres de change et des traites	" 51,336,318.
" gage des marchandises et des traites	
" " de la laine, des métaux etc.	
des avances sur propriétés immobilières	" 22,243,763.
Sur les quittances des sociétés des mines de Oural	" 6,186,748.
Ces payements faits, il restait dû en 1860	Rb. 48,847,416.
Profits acquis	Rb. 1,888,446.

Expédition des billets de crédit.

Les billets en circulation en 1859. Rb. 644,648,719.

a.) Remis à la Banque de Pologne sur
la monnaie d'or émise . . . . . 25,923,791.
b). sur la monnaie de cuivre reçue du Trésor . . " 200,000.
c) billets remis aux onze banques institutions de crédit . . . 50,000,000.

En échange de la monnaie d'or et d'argent.

Rentrées à l'expédition des billets de crédit:

a.). de l'Hôtel impérial de Monnaie . . Rb. 11,352,900. } Rb. 11,352,932.
b) de la C.p. d'ass. de la Dette pour
les profits obtenus de la vente des fonds pub. . 64,272 }

Billets de Crédit en circulation
en 1860. Rb. 679,877,853.

Soit sur l'année 1858 un excédant de Rb. 35,229,134.

Fonds d'échange en 1859

En monnaie sonnante et en lingots . . Rb. 99,338,743.
en fonds publics " 11,473,740.
Rb 110,812,483.

Rentrées en 1859.

En monnaie sonnante:
a.) en échange des billets de crédit . Rb. 11,288,660
b) sur les fonds publics vendus et sortis au tirage - 2,166,408 " 13,455,068.

Remis:

a) en monnaie sonnante en éch. des b.B. de crédit Rb. 25,903,798.
b) des fonds publics . . . " 2,122,135 " 28,025,933.

L'encaisse métallique en 1860.

a) en monnaie sonnante et en lingots Rb. 86,870,014
b) " fonds publics " 9,371,604 Rb. 96,241,618.

Soit sur l'année 1858 une diminution de Rb. 14,570,865.

Les Statuts de la Banque d'Etat de 1860.

§ 1.

Le but de la Banque. ses droits et ses privelèges.

1. La Banque est fondée pour activer et étendre les relations commerciales et établir un système de crédit.
2. pour garantir ses opérations on a fixé à 15 millions (actuellement 50 millions) son capital fondamental qui reste la propriété de la Banque.
Ce capital ne doit pas être réduit en aucun cas.
3. Les profits nets des opérations sont employés:
a) à l'amortissement des billets à 5% des institutions de crédit et des emprunts du Trésor. b) à la fondation d'un capital de réserve pour couvrir les pertes dans les opérations de banque.
4. les profits de la Banque sont arrêtés tous les 6 mois.
Après avoir contrôlé le bilan annuel de la Banque et entendu la proposition du ministre des finances dans cette question, on répartit les bénéfices de la Banque chacun selon sa destination.
5. Après la fixation définitive des bénéfices par le Conseil, 3% à 5% de ceux-ci doivent être réservés pour rémunérer l'Administration et les employés.
6. Le capital de réserve s'accumule jusqu'à 3 mill. de roubles par la déduction annuelle d'un tiers

des bénéfices. Si le capital de réserve atteint 3 millions de roubles, tous les profits de la Banque sont employés à l'amortissement des emprunts 5%. Après avoir réalisé ces amortissements et atteint un capital de réserve de 3 millions, tous les bénéfices nets rentrent dans le Trésor.

7. Les dépots confiés à la Banque ne peuvent être saisis ni aliénés.

8. Les dépôts ainsi que les propres capitaux de la Banque: capital fondamental et capital de réserve ne peuvent pas être employés pour subvenir aux dépenses de l'Etat.

9. La Banque a le droit, selons ses statuts, d'aliéner et de vendre les gages laissés en cautionnement en cas de retard des avances.

10. La Banque a le droit d'acheter et de vendre pour ses propres comptes des papiers sur l'Etat, mais à condition que le montant de ces valeurs ne dépasse pas ses capitaux propres.

11. Les sommes laissées par les particuliers en dépots sont passées en compte-courant.

§2. Obligations imposées par le Trésor

1. Le Trésor impose à la Banque les charges suivantes:

a) payer les intérets et délivrer les capitaux en dépot.

b) payer des intérets sur les coupons des billets de banque 5%

exécuter le tirage, faire connaître les numéros sortis et payer le montant des billets, désignés pour l'amortissement.

c) échanger les vieux billets de crédit contre des nouveaux, les billets contre de la monnaie sonnante, recevoir des lingots contre des billets de crédit.

§3. Garantie offerte par le Trésor pour faire face à ces charges.

1. Le Trésor protège la banque par tous les moyens dont dispose le gouvernement: exécuter des paiements sur les billets en dépôt dans les anciennes institutions de crédit et sur les billets de banque 5%.

2. Pour aider la Banque à remplir la prescription concernant la demande des capitaux distribués sous forme de prêts aux particuliers contre engagement d'immeubles et au Trésor, la Banque reçoit des billets à terme de la Commission Impériale pour l'extinction de la Dette ou des billets du Trésor avant le paiement des capitaux distribués en prêts.

3. Pour la garantie de paiement des intérêts sur les dépôts remis à la Banque par les anciens établissements de crédit et sur les billets de crédit 5%, la Banque a reçoive, tous les intérêts et les amortissements dûs par les emprunteurs.

4. En faisant pour le compte du Trésor les paiements

sur les dépôts déposés dans les anciens établissements de crédit. et sur les billets 5%, la banque détermine sur les paiements annuels la somme des intérêts et la somme des capitaux. Elle abandonne annuellement:
a/ 5% pour les sommes des billets en circulation
b/ tout ce montant des intérêts qui sera dû aux déposants sur la somme des dépôts garantis par le Trésor. Le restant, s'il y en a, n'étant pas profits pour la banque est ajouté à la somme des capitaux sur lesquels la banque opère:
l'amortissement annuel des billets de banque 5% en circulation, dans la proportion désignée par les réglements sur ces billets. Ensuite sur la somme restante elle détruit un nombre correspondant des billets du Trésor et de la Commission pour l'extinction de la Dette.
5. Pour toutes ces opérations, la Banque a un compte distinct de ses propres opérations commerciales.

Réglements concernant les opérations de la Banque.

L'escompte des lettres de change.

1. Sont admis à l'escompte: les lettres de change des personnes ayant le droit, selon les lois existantes, de s'engager par lettres de change ou tous autres papiers d'obligation de tout repos, tels que coupons, obligations sorties dans tirage etc. La Banque accepte à l'escompte des lettre de change des personnes connues et solvables:

a) lettres de change simples, traites russes, lettres de change étrangères, acceptées en Russie

b) avec paiement garanti par deux signatures

c. lettres payables soit à Petersbourg, soit dans une des villes où il y a des succursales et émises sur un papier timbré de la valeur correspondante.

2. La Banque est autorisée lorsqu'elle le juge nécessaire pour ses opérations à acheter et à vendre des traites.

3. La Banque compte les intérêts à partir du jour de l'escompte jusqu'au dernier jour de grâce:

4. On compte pour les lettres de change ou les traites non payables à Petersbourg ½% pour le transfert.

5. Le taux d'escompte est fixé par l'Administration

de la banque tous les 15 jours, et dans les cas extra-ordinaires, selon les conjectures commerciales.
L'administration annonce chaque fois dans le journal officiel le taux d'escompte et affiche ses déclarations.

6. Les personnes qui ont été déclarées insolvables, doivent pour présenter des lettres de change à l'escompte, demander l'autorisation préalable du comité d'escompte.

7. Les personnes qui ont laissé protester une lettre de change escomptée à la Banque peuvent encourir la déchéance.

8. La Banque conserve la liste des personnes qui ont été déclarées insolvables, en désignant leur nom et leur domicile.

9. Si le souscripteur est insolvable avant l'échéance de la lettre de change, la banque prévient le porteur qui doit dans trois jours au racheter la lettre de change de son créancier insolvable ou déposer un gage.

L'encaissement pour le compte des commettants des lettres de change et d'autres papiers.

1. Toutes les personnes, des maisons de commerce et des sociétés, qui ont à recevoir des payements sur les lettres de change ou d'autres papiers, peuvent

remettre ces titres à la banque, qui s'engage à les présenter au paiement à l'échéance désignée et à créditer le commettant pour cette somme.

2. Les titres d'encaissement payables à Pétersbourg doivent être remis à la banque 12 jours au plus trois jours avant l'échéance.

3. Dans le cas de non paiement d'une lettre de change en commission, la banque la retourne immédiatement à son commettant qui est obligé de l'accepter.

4. L'encaissement des titres pour toutes personnes ayant des comptes-courants avec la banque, se fait sans aucune rémunération

Les dépots.

1. Peuvent être reçus en dépot:

tous papiers d'Etat russes et étrangers, les obligations et actions de toutes compagnies, les contrats de toute sorte, les testaments; des lettres de change, des reçus et d'autres obligations commerciales, nominatives ou au porteur, des lingots d'or et d'argent; pièces de monnaie russes et étrangères.

La Banque reçoit de plus, en garde des personnes qui ont un compte-courant avec la banque:

des cassettes et des caisses d'une certaine dimension et d'un certain poids sans déclaration du contenu.

2. La banque délivre des récepissés sur ces dépots,

dans lesquels elle désigne:
l'objet, la valeur déclarée; le nom, l'état et le domicile du déposant; la date de dépôt, le numéro sous lequel le dépôt est porté sur les livres de la banque.

2. Ces reçus sont nominatifs et ne peuvent pas être transmis par l'endossement à une autre personne sans le transfert formel sur les livres de la banque.

3. Les dépôts sont retournés soit à leurs déposants, soit à leurs fondés de pouvoir.

4. Pour la garde de ces dépôts la banque perçoit une certaine taxe proportionnelle à la somme déposée.

5. La taxe est fixée d'après la catégorie des dépôts. L'administration l'annonce au public par affiches.

La banque compte, comme droits de garde, pour l'or et l'argent en lingot et en monnaie d'une valeur inférieure à 1000 roubles comme pour les dépôts de 1000 roubles. Elle retient pour la garde 1/8% du prix.

Le droit de garde pour toutes sortes de papiers de crédit, russes et étrangers, est compté pour l'année entière, et il est perçu comme suit: pour chaque billet ou obligation, d'une valeur inférieure

à 250 Rb. - - - - - 5 Kopeck
de 251 à 500 Rb. - - - - 10 "
" 501 " à 1000 " - - - - - 15 "

de 1001 à 2000 . . . . . 20 Kopeck

en ajoutant 5 Kopeck par 1000 roubles.

Les prêts, les avances.

1. La banque prête sur gages suivants :

a.) valeurs : b) or et argent ; c) marchandises entreposées dans les docks, à la douane, ou dans des magasins privés sous le scellé de la banque.

2. Les valeurs acceptées comme gages sont : les billets de la Commission pour l'extinction de la Dette, les billets du Trésor, les obligations de Pologne, les actions et les obligations des compagnies jouissant de la garantie du gouvernement et obligations des sociétés territoriales de crédit.

3. Les avances sur ces dépôts ne doivent pas dépasser 75 à 85 % de leur valeur d'après la dernière côte à la bourse.

4. Les prêts sont faits de 3 à 6 mois et jamais moins de 30 jours. Les intérêts sont retenus. Si une somme avancée est remboursée avant le terme, la banque qui a retenu à son profit les intérêts retourne la différence à l'emprunteur.

5. La banque est autorisée à prêter sur les actions libérées des sociétés, des compagnies et des associations acceptées comme gage pour les

entreprises d'Etat. Pour ces sortes de papiers elle accorde des prêts de 3 mois dans une proportion de 50% sur la côte officielle, si la côte n'a pas été au-dessous de leur valeur nominale le jour de la demande

6. L'emprunteur s'engage à racheter son gage au terme fixé, puis à assurer un dépôt supplémentaire ou une somme correspondante pour le cas où la côte officielle des papiers engagés baisserait de 10%.

7. En cas de baisse de ces papiers, la banque prévient l'emprunteur et si dans cinq jours elle ne reçoit pas de garantie supplémentaire, elle vend tout le dépôt ou une portion équivalente.

8. En cas de retard, a le droit de vendre le gage, sans prévenir l'emprunteur.

9. La banque couvre par la somme obtenue les avances et tous les frais et elle retourne l'excédent à l'emprunteur.

10. Les intérêts des prêts sur valeurs sont fixés selon le taux d'escompte, mais dans aucun cas il ne doit pas être inférieur.

11. La banque fait des avances sur les dépôts des marchandises aux conditions suivantes:
sont acceptées en gage les grosses marchandises

129. d'exportation et d'importation, désignées dans la liste présentée par l'administration à la ratification du ministre des finances.

12. Les avances sur marchandises ne peuvent être faites que pour ni plus ni moins de 6 mois et à 50 %

13. La proportion des avances sur marchandises est fixée selon la cote de la bourse et les expertises, mais aussi selon le crédit de l'emprunteur et la marche des affaires en général.

14. Les marchandises en gage à la banque jusqu'à leur libération complète, ne sont pas soumises au séquestre pour les poursuites d'un particulier ou du Trésor.

15. Si l'emprunteur n'aquitte pas à terme la somme avancée par la banque, on envoie un avertissement de 5 jours de grâce. Et si l'emprunteur n'aquitte pas au cinquième jour, les marchandises sont vendues par la banque aux enchères publiques sous la surveillance d'un de ces directeurs.

Situation financière.

Rentrée effective

	Recettes	Dépenses		Recettes	Dépenses
1856	353,6 millions	619,4 mill.	1876	559,3 millions	573,1 millions
1857	309,4 "	347,9 "	1877	548,8 "	585,0 "
1858	358,4 "	363,4 "	1878	626,0 "	600,5 "
1859	344,7 "	350,5 "	1879	662,0 "	641,9 "
1860	386,9 "	438,2 "	1880	651,0 "	644,5 "
1861	411,6 "	413,9 "	1881	654,8 "	732,4 "
1862	291,3 "	313,5 "	1882	703,7 "	707,7 "
1863	399,6 "	384,5 "	1883	700,4 "	723,7 "
1864	360,4 "	406,2 "	1884	706,3 "	727,9 "
1865	371,4 "	396,7	1885	764,5 "	806,6 "
1866	352,6 "	413,3 "	1886	780,7 "	832,4 "
1867	419,8 "	424,9 "	1887	829,7 "	835,8 "
1868	421,6 "	441,3 "	1888	898,5 "	840,4 "
1869	457,5 "	468,8 "	1889	927,0 "	857,9 "
1870	480,6 "	485,5 "	1890	943,7 "	877,8 "
1871	503,2 "	499,7 "	1891	891,6 "	875,3 "
1872	523,1 "	523,1 "	1892	970,2 "	910,7 "
1873	537,9 "	539,1 "	1893	—	—
1874	576,5 "	543,2 "	1894	1,045,7 "	947,0 "
1875	576,5 "	543,3 "	1895	1,153,8 "	991,2 "

Dettes d'Etat russe.

Au 1 Janvier	En métal	En billets de crédit
1886.	1359 millions	3211 millions
1887.	1386 "	3233 "
1888.	1411 "	3166 "
1889.	1442 "	3095 "
1890.	1563 "	3057 "
1891.	1638 "	3109 "
1892.	1553 "	3126 "
1893.	1644 "	3192 "
1894.	1701 "	3279 "
1895.	1998 "	3595 "